Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 AVRIL 1992

N° 872

10, 00 F

FACE AU CAPITALISME ET À LA FRANCE DES PROFITS

Le désert syndical

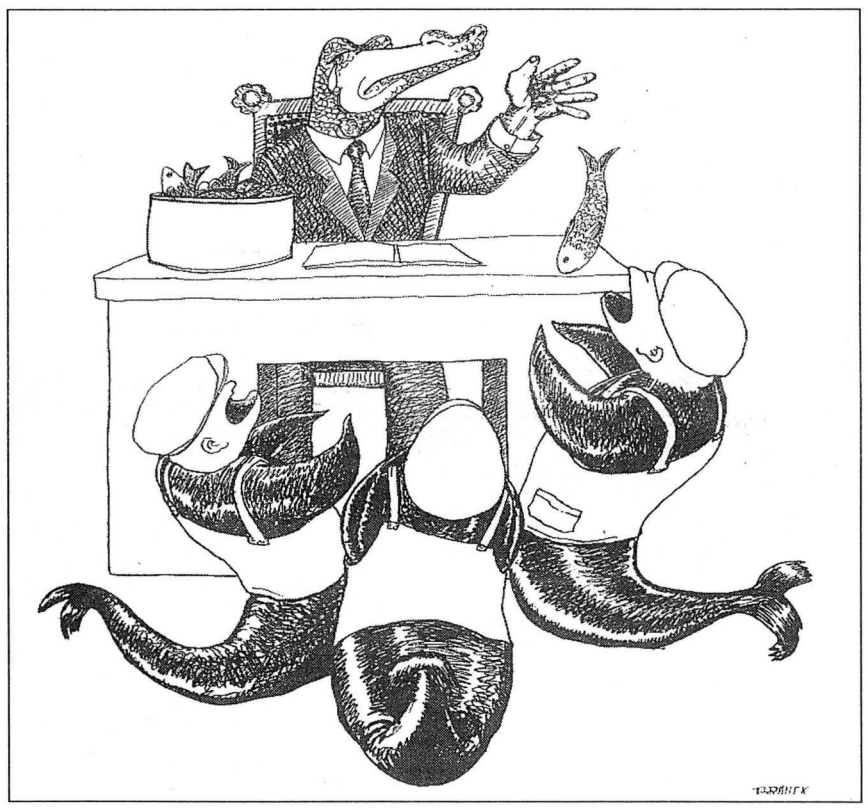
Trois grandes confédérations syndicales hexagonales viennent, cette année, de boucler leur congrès : la CGT en janvier, la CFDT en avril, FO début mai. La FEN convoquera un congrès extraordinaire le 24 juin prochain, avec à la clef l'exclusion de deux de ses syndicats, le SNES (les enseignants du supérieur) et le SNEP (les enseignants de l'éducation physique).

D'un côté, on a une syndicalisation stabilisée, certes, mais plus que minoritaire, avec des confédérations divisées ou repliées sur leur chapelle et de l'autre côté, on trouve des petits syndicats ancrés dans le confidentiel : CNT, SUD-PTT, CRC-Santé, SNUI... Le paysage syndical français est plutôt mal en point. Etat des lieux et perspectives.

SELON une récente enquête de *Liaisons sociales*, 65% des salariés ne se reconnaissent pas dans les syndicats.

En 1982, l'INSEE évaluait à 13% le taux de syndiqués en France. En 1989, certains syndicalistes avouaient un taux de moins de 7%. Si aujourd'hui la situation semble se stabiliser (lors de son dernier congrès parisien, la CFDT se réjouissait d'une augmentation du nombre de ses adhérents), on est loin d'une remontée vraiment significative du nombre des adhésions, ceci quelque soit le syndicat. Dans la rue ou dans les entreprises, l'impuissance syndicale est manifeste. Des centrales des plus révolutionnaires aux plus réformistes, l'heure n'est pas à l'offensive mais plutôt au repli. Repli sur sa chapelle, à l'image d'un Marc Blondel, clamant à Lyon, pour Force ouvrière, qu'« *il n'y a pas de nouveau syndicalisme à construire* ». Repli sur la « ligne idéologique », avec la CFDT et son « recentrage », avec la FEN et sa volonté de se débarrasser des syndicats « contestataires ». Repli sur sa « boîte », son entreprise, seul lieu où l'on peut maintenir tant bien que mal un minimum d'activités, obtenant ici ou là la conservation de tel emploi, l'amélioration de telle ou telle condition de travail ; actions menées plus facilement dans le secteur public que dans le privé, où là, on peut parler de véritable désert syndical avec forcément quelques oasis (ici une présence CNT, là une influence cégétiste...). Un syndicalisme donc divisé, peu influent et replié sur lui-même.

(Suite p. 3)



EDITORIAL

Les curés, basta !

Avec Delors à la tête de Bruxelles (sans néanmoins parler de l'encyclique *Rerum Novarum* qui mène la réflexion sociale au PS depuis que les cathos de gauche y sont entrés), il est urgent de s'interroger sur la politique conduite par le Vatican en prévision de l'Europe des accords de Schengen et de Maastricht.

Les premiers accords ont donné à la future Europe ses caractéristiques policières, dignes d'une forteresse assiégée face à un tiers monde famélique ; les seconds ont défini une ligne libérale en matière politique et économique. Plus de frontières, plus de contestation sociale... L'heure est à l'entente. La main sur le cœur et la Bible à proximité, nos politiciens pétris de christianisme se veulent angéliques. Il est évident que le Vatican aura son mot à dire dans la nouvelle Europe. Tout l'indique. Déjà, il s'est constitué en Europe de l'Est, à la faveur de la chute du communisme, une ligne de front d'Etats catholiques prêts à intriguer pour entrer dans la CEE, et lui donner la configuration désirée. La Slovénie, la Croatie, la Pologne constituent les premières bases de cette ligne au sein de laquelle des politiques réactionnaires sont expérimentées. En Pologne, voilà que l'avortement est interdit. En Croatie, le Président Tudjman renoue avec une politique anti-serbe de sinistre mémoire, avec symboles à la clé, de quoi irriter ses voisins.

A l'islam l'Asie centrale libérée du communisme, à la chrétienté la vieille Europe où catholiques, protestants et orthodoxes auront encore à se partager la donne. A n'en pas douter, on en viendra, tôt ou tard, aux mains.

« *Le XXIe siècle sera religieux ou ne sera pas* », disait Malraux. Si c'est le cas, il en sera fini de l'héritage du siècle des Lumières et de la Révolution française. Enrayons le processus !

ECONOMIE ANARCHISTE

Le pragmatisme à l'épreuve des faits

Vouloir tout expliquer et tout résoudre via l'économie est une erreur, affirme ici Ludovic Sarécot. On ne peut réduire l'être humain à un pouvoir d'achat, un rendement ou une plus-value... Ludovic Sarécot répond ainsi à Philippe Chailan et à son idée d'économie anarchiste « auto-centrée » (*Monde libertaire* n°792, 845 et 846) et complète à sa manière la critique de Georges Calmette (également parue dans *le Monde libertaire* n°857).

LOUER les précédentes expériences anarchistes (mexicaine, ukrainienne, espagnole) et se morfondre dans une nostalgie naïve n'a absolument aucun intérêt. « *En oubliant le passé, on se condamne à le revivre* », dit Daeninckx. Mais regretter le passé, regretter un certain « âge d'or » n'aboutit-il pas au même résultat ? Il est évident que l'on peut, et que l'on doit, tirer les leçons de ces expériences afin de ne pas refaire les mêmes erreurs.

Ainsi Philippe Chailan, dans sa réflexion sur la tournure que devrait prendre une révolution de nos jours, développe-t-il l'hypothèse d'une expérience isolée et de l'attitude à adopter en un tel cas. On connaît sa réponse : tout en respectant « *les conditions de vie des travailleurs* », on se devra de « *produire des marchandises de meilleure qualité que celles offertes par les économies capitalistes* » ; ainsi, cette expérience libertaire pourra en quelque sorte devenir « *un "exemple" que s'approprieront dans leurs luttes les groupes dominés des autres pays* ».

Ce n'est pourtant pas l'avis de Georges Calmette qui, répondant à cet article de Philippe Chailan, affirme qu'une telle expérience n'est pas viable et qu'elle se condamne à subir le même sort que le « socialisme dans un seul pays ». Pour lui, la révolution devra s'étendre ou s'éteindre ; elle ne peut entrer en concurrence économique avec les pays restés capitalistes.

Ma contribution au débat ne consistera pas à développer une troisième solution au problème posé. Bien au contraire, je pense qu'il faut carrément reprendre la supposition à sa base : n'est-il pas naïf, en effet, de croire que les gouvernements capitalistes accepteraient si facilement qu'une révolution ait lieu dans un ou plusieurs pays qu'ils dominent ? Si, par exemple, demain l'Italie était le cadre d'une expérience libertaire, imagine-t-on honnêtement que les pays voisins en feraient l'écho (non déformé) et - suprême utopie - la reconnaîtraient officiellement ?

« ...selon vous l'idée d'une révolution est utopique, on ne peut changer le monde ? »

A plus forte raison s'il s'agissait d'un pays du tiers monde. Là, le problème ne se poserait même pas : ce serait l'intervention armée directe sous un quelconque prétexte, ou la destruction « par l'intérieur », comme ce fut le cas pour les sandinistes au Nicaragua. En effet, il est tout à fait clair qu'on ne peut envisager l'avenir d'une révolution isolée sans poser le problème de ses frontières - et surtout de leur défense. Et malheureusement, malgré toute la sincérité que pourraient alors manifester ces révolutionnaires isolés, ils seraient obligés de créer une armée (et l'on sait les dangers que cela comporte), de créer même une « police » chargée de neutraliser les agitateurs et les saboteurs « étrangers ». Quant au fait de « *produire des marchandises de meilleure qualité* », il n'aurait absolument aucun sens, vu le probable blocus économique auquel serait soumis le pays « en révolution ».

L'idée d'une économie anarchiste « auto-centrée » n'est donc même pas concevable dans ce contexte. Pour ce qui est de la « mondialisation » souhaitée par Georges Calmette, j'approuve Philippe Chailan qui refuse de « *révasser à un anarchisme vite étendu à l'échelle de la planète, fût-ce avec des décalages* ». Très bien, me dira-t-on alors, selon vous l'idée d'une révolution est utopique, on ne peut pas changer le monde ? Ceci n'est absolument pas mon avis. Je pense qu'il faut avant tout examiner les « *conditions*

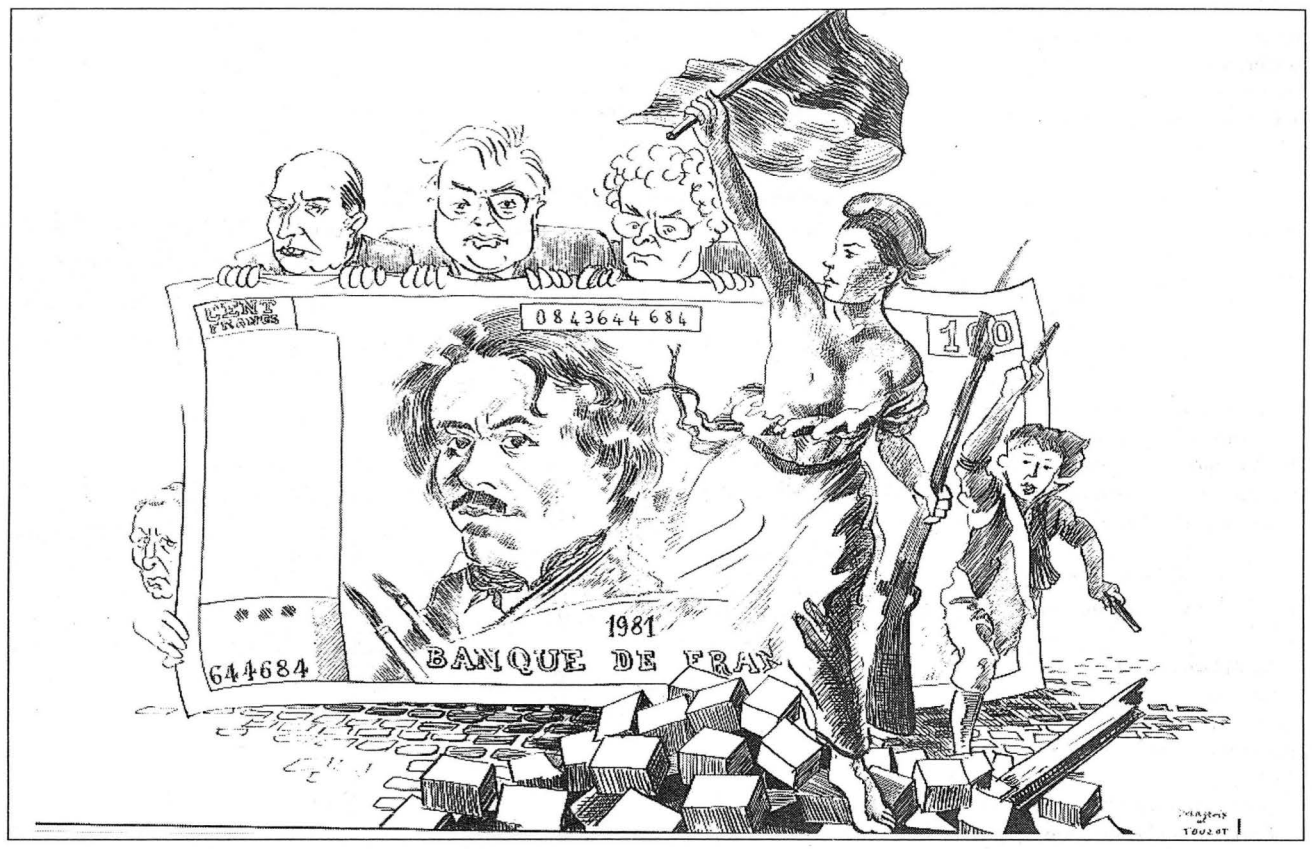
(Suite p. 2)

SAMEDI 23 MAI 1992
JOURNEE LIBERTAIRE DE VILLEURBANNE

DOSSIER SPECIAL « REGION RHONE-ALPES »
P. 4 & 5

T2137 - 872 - 10,00 F

Le pragmatisme à l'épreuve des faits



(suite de la « une »)

nécessaires » pour qu'une révolution ait des chances de réussir. « Réussir » signifiant : avoir une résonnance qui, à défaut d'être mondiale, serait internationale ; ne pas avoir, dans la mesure du possible, à endurer une agression armée.

Voyons cela en détail. Tout d'abord se pose la question militaire : toute révolution doit-elle nécessairement passer par la guerre ? Comment construire une société libertaire sur des tas de cadavres ? C'est qu'il convient d'empêcher deux choses :

- l'agression armée contre un pays « en révolution », qui le laisserait sans espoir de défense, vu les armements utilisés pendant la guerre du Golfe...

- le danger nucléaire qui pèse toujours sur le monde, et qui pèserait inévitablement sur une révolution.

Il est donc primordial de travailler à un désarmement immédiat qui, sans être total (faut pas rêver, quand même !), pourrait être jugé « satisfaisant ». De même : lutter contre l'emprise de l'armée sur la société, le recours au nucléaire, les régimes militaires...

Ensuite, il conviendrait de rappeler ceci : on a beau être sincère et courageux, si l'on a faim et froid, on préfère le compromis à la révolution. Je m'explique. Un changement radical ne s'obtient pas par une accumulation de « jacqueries » renversant le pouvoir en place ; ce qu'il faut avant tout, c'est une majorité de gens qui savent ce qu'ils veulent : une « éducation libertaire » est donc indispensable. Ce qu'il manque aujourd'hui aux populations des pays de l'Est, ce sont des propositions pour une alternative et des organisations pour les appliquer dès à présent. Ce qui permet et favorise la corruption, et amène au pouvoir militaire ou islamiste en Afrique, c'est encore l'absence d'une véritable alternative.

J'avancerai ici l'idée qu'une révolution ne peut, pour ainsi dire, pas « prendre sa source » en Occident dans l'état actuel des choses que, par conséquent, le tiers monde a à jouer un rôle prépondérant. En effet, les travailleurs africains qui se font constamment avoir, à la fois par les étrangers néo-colonialistes, et par leurs propres élites, ont besoin plus que jamais d'organisations du type anarcho-syndicaliste ou syndicaliste-révolutionnaire. J'envisage là des organisations d'entraide immédiate, inscrivant leurs luttes dans une perspective plus générale (révolutionnaire) et enfin, non hiérarchisées (ou du moins sans privilèges pour les postes de « dirigeants ») - ceci afin d'éviter la corruption et la bureaucratisation. Il me semble évident que, par exemple, la situation des pays de l'Est, comme celle des pays de l'Afrique noire, pourrait évoluer de façon positive si seulement leurs populations avaient connaissance de l'alternative anarchiste (1).

Mais quelle alternative ? C'est là que je ne comprends pas très bien Philippe Chailan. Car son idée d'économie « autocentrée » est à inscrire dans la logique, la continuité de ses précédents articles. Il y parlait, on s'en souvient, d'économie politique anarchiste, de concurrence entre entreprises autogérées, d'imposition, de monnaie fondante, de produit national même !... Je ne suis pas assez idiot ou prétentieux pour le taxer de « faux anarchiste » ou d'« imposteur », au contraire, je le crois tout à fait sincère et décidé à faire quelque chose de positif pour la légitimité de l'anarchisme ; cependant, son « système » ne m'enthousiasme guère, car malgré sa constante attention à maintenir la malléabilité de ses théories, il n'en demeure pas moins qu'il nous propose là un « système », anarchiste certes, mais un « système » quand même. Pire encore à mon avis, son système n'a pour base que l'économie. Il me reprochera sans doute de prêcher l'anti-intellectualisme, d'être naïf, rêveur, idéaliste...

« On a beau être sincère et courageux, si l'on a faim et froid, on préfère le compromis à la Révolution »

Répondons. Est-ce de l'anti-intellectualisme que de refuser de rabâcher à longueur de journée des théories économiques plus ou moins « scientifiques » ? Philippe Chailan nous cite des chiffres, des données, il parle de transferts de coûts... C'est trop facile. On ne peut pas réduire l'être humain à un pouvoir d'achat, un rendement, une plus-value ou je ne sais quoi ! Je ne sais pas si l'ouvrier qui se saoule tous les jours ou le gosse qui crève de faim accepteraient de soutenir le superbe programme économique de Philippe Chailan. Changer la vie, les intéresserait peut-être déjà plus. Je me contente de formules « chic », je n'ai pas de programme, je ne suis qu'un anarchiste naïf qui n'a rien à proposer de constructif... Cela me déplaît de dire ça, mais il me semble bien qu'un certain Lénine tenait le même langage...

Mais que l'on soit bien d'accord : je ne rejette pas l'idée d'un programme, j'estime au contraire que changer la vie nécessite des propositions concrètes qu'à mon sens, seule l'anarchie fournit. Or, que nous propose Philippe Chailan ? Un système économique ? Un de plus ? L'anarchie n'est pas un système ; c'est avant tout une forme de société radicalement différente de la nôtre, parce que non basée sur les rapports autoritaires, que cela soit entre personnes, groupes ou peuples. L'organisation socio-économique y tient évidemment un rôle considérable, car la société libertaire est incompatible avec la propriété privée, le capitalisme... Mais n'est-ce pas refaire l'erreur de Marx que de vouloir tout expliquer et résoudre par l'économie ? Quelle différence y a-t-il, bon sang !, entre l'anarchie et la société actuelle, si on y glorifie la production, si le travail et l'argent y demeurent les seules valeurs ? Ce n'est sûrement pas d'un nouveau système économique dont nous avons besoin, mais bien plutôt d'un rapport différent au travail, qui lui enlèverait « *le caractère ignoble de l'asservissement, en lui laissant seulement le charme d'un besoin moral et physique* » (Carlo Cafiero).

Je n'impute aucun crime à Philippe Chailan, comme il le reproche à Georges Calmette. Il s'agit bien ici d'un débat d'idées. Mais comme disait Albert Camus, nous avons à chercher de nouvelles valeurs - la production, l'économie ou le travail ne peuvent en être... Aussi poserai-je cette unique question à Philippe Chailan : lui qui parle des conditions de vie des travailleurs du haut de ses bouquins d'économie, pense-t-il sincèrement que l'on peut être heureux avec un joli petit salaire et de belles marchandises à produire ? Si c'est ce qu'il appelle pragmatisme, matérialisme... et bien, non merci !

Ludovic Sarécot

(1) Rappelons que le syndicat polonais *Solidarnosc* prenait à ses débuts (en 1980) nettement position pour une « république autogestionnaire ». Rappelons aussi que la révolution paysanne de 1974 en Ethiopie, avant d'être mise au pas par les militaires, et bien qu'aidée dans ses réalisations par des intellectuels marxistes, s'orientait quant à elle vers une véritable gestion directe. Expérience qui, il faut le noter, fut une des rares à s'adapter aux traditions communautaires ancestrales...

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Rotos de l'Ile-de-France,
20, rue de la Victoire, 93150 Le Blanc-Mesnil
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

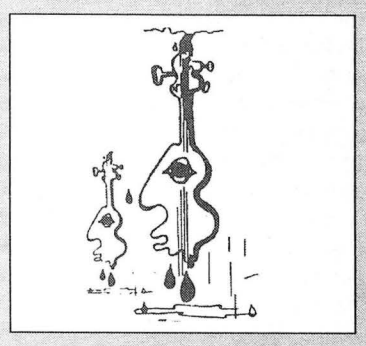
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Les Nuits du Haut-Var
Salernes
samedi 23 mai

• Dès 15 h expo-débats autour de la céramique :
- la poterie traditionnelle provençale (Emmanuel Aguillon)
- témoignages sur la céramique à Salernes (assiettes anciennes et pièces en terre cuite...) ;
- des potiers et céramistes du Haut-Var et les artisans en terre cuite de Salernes (J.-F. Joubert, Ludovic Filleau.
• 19 h
Buffet animé par le tambourinaire Patrick Kouyoumdjian
• 21 h
Concert (salle de la Tomette) avec Jean-marie Carlotti, Miquela et Lei Chapacans... des troubadours à la chanson provençale aujourd'hui.

Entrée : 50 F
(gratuit pour les enfants accompagnant leurs parents).

• Dimanche 24 mai
en matinée
Rendez-vous avec les céramistes, les artisans en terre cuite, Marc Trigeau (lutherie : « Musique et bois ») et le groupe folklorique de Provence.



Festa de l'Espaventau
Ramatuelle
Espace culturel
30 mai
de 18 h à 24 h

Six heures de musique provençale (flûtes et galoubets de Saint-Tropez, troubadours, chroniques, chansons, musiques et danses des pays d'Oc) Jean-Marie Carlotti, Pierre Méric, Patrick Kouyoumdjian, La Fonfonha...

Le désert syndical

(suite de la « une »)

La déroute est telle que les patrons s'inquiètent. Ces derniers ont beau licencier le plus librement du monde (Bull : 5 000 emplois supprimés en 1991, 4 900 chez Michelin d'ici fin 1992, 1 000 emplois chez Rhône-Poulenc, 1200 autres du côté de Valéo-France [2 500 hors de l'Hexagone], etc), les patrons ont peur du vide. C'est à celui qui réanimera le premier la flamme syndicale : Axa invente le « chèque syndical », l'Etat-patron ne négocie qu'avec les syndicats dits « représentatifs ». Côté organisations ouvrières, c'est le recours systématique aux excommunications : en 1988, ce fut le cas de la CFDT excluant ses « moutons noirs » de la Santé et des PTT ; cette année, c'est la FEN excluant le SNES et le SNEP de façon tambour battant. Comme s'il fallait aussi faire le vide dans ses propres rangs. Remède paradoxal à la crise du syndicalisme.

Le nombre des journées pour fait de grève diminue d'année en année, mais rien n'y fait, chacun s'enferme dans ses convictions. Les réformistes avec les réformistes, les révolutionnaires destinés au Grand soir ! Les uns se veulent « modernes », ils se paient des encarts publicitaires dans la grande presse (dernier en date, celui de l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGC-FO de l'entreprise Olida, dans *le Monde* du 12 mai 1992) ; les autres se veulent « purs et durs », refusant en vrac la « cogestion », le « compromis des instances représentatives », revendiquant haut et fort la « grève générale ». sans oublier la stratégie, parfois suicidaire, de syndicats braqués sur les fameux « acquis ».

Chacun s'enferme et les salariés s'échappent dans les « coordinations » ou « collectifs » pour disparaître, la lutte aussitôt achevée (qu'elle qu'en soit d'ailleurs l'issue, satisfaction des revendications ou essoufflement).

A cet enfermement, à cette crise du syndicalisme, les solutions pour en sortir sont multiples. Il y a la solution trop connue des réformateurs et celle bien évidemment des tenants d'une transformation sociale radicale. Les premiers comme les seconds sont convaincus que si on les écoutait, si on les suivait, le syndicalisme sortirait de l'impasse. Ils sont convaincus, ils agissent pour cela, ils prêchent, ils sont dans le religieux ! Ce sont les « modernes » (les réformistes ou « réformateurs ») ou les « traditionalistes » (les révolutionnaires). Ils sont tous en fait de la même espèce, du même bois. Le doute ne les effleure pas, et s'il arrivait à l'improviste (heureusement l'organisation est là), on y mettrait bon ordre.

Le doute dans l'action syndicale est banni depuis longtemps. Et pour se rassurer, les syndicalistes ont des formules express ou des idées bien établies. Quelques exemples : un militant CGT doit se méfier des coordinations, surtout quand il travaille dans la Santé ; un militant révolutionnaire ne doit pas participer à un conseil d'administration d'une entreprise. C'est la peur du trouble, d'une perte d'identité, aussi bien réformiste que révolutionnaire ! C'est étonnant comme l'appartenance à une organisation syndicale, de la plus petite à la plus grande, produit les mêmes comportements. Ce sentiment d'appartenance, c'est à notre avis ce qui parasite le plus, aujourd'hui, l'efficacité syndicale. Cette dépendance à l'organisation, à l'idée que l'on s'en fait, à l'utopie qu'elle est sensée traduire est bien le nœud actuel de la crise au-delà, même, des divergences idéologiques.

Le syndicalisme se meurt d'être trop bien organisé ! Trop bien organisé chacun dans son clocher. Ce n'est plus le débat qui tranche, c'est l'étiquette syndicale. Faute certainement et contrairement au clivage affirmé ci-dessus entre réformistes et révolutionnaires, qui peut paraître lui aussi quelque peu organisationnel, faute de confrontations évidentes des pratiques et des conceptions... le syndicalisme se meurt. Mais c'est là une mort déjà annoncée.

Il faut repenser la société, c'est une évidente urgence. Mais surtout, il faut repenser son type d'organisation. Et en ce qui concerne le champ syndical, c'est une question maintenant de vie ou de mort. En la matière, il n'y a plus de compromis possible. La FEN pourra exclure, la CFDT pourra converger, la CNT, le CRC, le SUD pourront révolutionner, s'il n'y a pas une réflexion commune sur l'organisation syndicale en tant que telle. Pourquoi ? Comment ? Rôle et fonction, interrogation sur les limites-mêmes d'une organisation, la liberté individuelle, l'engagement collectif... une telle réflexion s'appuyant sur une philosophie dont on aura au préalable redéfini les principes de base. Sans cela, sans cette indispensable et bouleversante remise en cause, le syndicalisme aura vécu.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !

LIBÉRATION

Joël Lamy, militant syndical, a été libéré le 7 mai. Il avait été condamné à six mois d'emprisonnement à la maison d'arrêt de Caen pour avoir agressé un policier dans le cadre du conflit RUFA (voir ML n° 867). Tout n'est pas réglé pour autant, car son employeur, Les Etablissements Benoist-Gérard, ont entamé une procédure de licenciement. Les Prud'Hommes ont été saisis.

Comité de soutien à Joël Lamy, chemin du Pont-Chalon, 14210 Baron-sur-Odon.

CONDAMNATION

Eric Pétetin a été condamné à 18 jours de prison ferme, le 13 mai par le tribunal de Pau pour « *entrave à la circulation* » et « *rebellion* ».

Ce militant écologiste avait, le 24 avril 1992, protesté contre les projets autoroutiers de la vallée d'Aspe (voir ML n° 868 et 869).

Eric Pétetin, qui avait déjà passé 20 jours sous les verrous a été finalement libéré.

A propos de la vallée d'Aspe, un rassemblement européen est organisé le 30 mai de 10 h à 23 h devant la gare de Bedous concert gratuit à 17 h). La Fédération anarchiste du Béarn sera présente à ce rassemblement.

Collectif Alternatives pyrénéennes à l'axe E7, Maison Bayc, 64660 Asasp-Arros. Tél. : 59.34.53.95/59.8414.70.

CONDAMNATION BIS

Deux squatters de la Croix-Rousse, à Lyon, ont été condamnés le jeudi 7 mai à un mois de prison avec sursis pour « *coups et blessures sur agents de la force publique* ». Les deux militants avaient été interpellés le 9 avril lors d'une manifestation de squatters organisée à l'occasion de l'inauguration d'un immeuble de luxe, le César.

Associations

CERCLE DE RÉFLÉXIONS ET D'ACTIONS SYNDICALISTES

Le 25 avril est paru le premier numéro de *l'Alternative syndicaliste*, revue syndicaliste révolutionnaire de réflexions pratiques et théoriques réalisée par le CRAS.

Si la plupart des militants qui sont à l'initiative de cette publication sont membres du syndicat CNT, cette revue est cependant autonome, indépendante vis-à-vis de toute organisation syndicale ou politique.

En cela, ses colonnes sont ouvertes à tous les acteurs sociaux qui ressentent la nécessité de débattre, échanger, confronter sur le contenu de l'alternative sociale et syndicale à construire.

Lieu de rencontres, d'expression, *l'Alternative syndicaliste* se veut un outil au service de l'action pour la résurgence d'un pôle syndicaliste révolutionnaire autonome.

L'Alternative syndicaliste est une revue de 40 pages minimum, format 21X29,7. Prix : 25 F. Abonnement pour 6 numéros : 120 F (soutien : 150 F... et plus). Les chèques sont à libeller à l'ordre du CRAS.

CRAS, 41, rue des Marais, 95210 Saint-Gratien.

CONTRE LES CRUCIFIX

Plusieurs organisations (Libre Pensée, SNUDIFO, SNI, Parti des travailleurs, Fédération anarchiste...) et de nombreuses personnes réunies le 5 mai ont décidé d'exprimer leur réprobation devant le fait que le sénateur-maire Jean Pourchet puisse mépriser la loi républicaine en imposant des crucifix à l'école laïque de Liévremont. Cette assemblée a décidé de diffuser largement une pétition demandant le respect de la laïcité et le retrait de tout symbole religieux à l'école publique de liévremont ; elle engage par ailleurs plusieurs démarches auprès des instances concernées afin de faire respecter sur le terrain les principes légaux de la séparation des églises et de l'Etat.

« **Pas de crucifix dans les écoles laïques », Centre Pierre-Mendès-France, 3, rue du Beauregard, 25000 Besançon.**

CNT-EDUCATION

Le syndicat CNT-Education de la région parisienne organise un colloque sur le thème : « Ecole et société », le samedi 23 mai. Au programme : de 10 h à 12 h : « Le statut de l'enseignant » ; de 13 h 30 à 18 h : « quelle école pour quelle société ? »

Le débat sera introduit par des exposés (restauration assurée).

CNT-Education, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

CNT-AIT (RÉGION EXTERIEURE)

Le dimanche 24 mai, la CNT-AIT espagnole en France (Région extérieure) organise de 10 h à 18 h une journée du livre anarcho-syndicaliste, avec tenue d'une conférence en matinée.

CNT-AIT espagnole, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

LES « AMIS DE LA COMMUNE »

Le samedi 23 mai, à partir de 14 h, un rassemblement de commémoration de la Commune se formera à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, située du côté de la place Gambetta (M° Gambetta). Ce cortège se rendra jusqu'au mur des Fédérés, où un dépôt de gerbes et des allocutions se dérouleront.

LE MANS

Les fausses factures, oui ! Les squatters, non !

LE MANS, jusqu'à maintenant connu pour ses 24 heures et ses rillettes, a depuis quelques mois une autre spécialité pour attirer quelques touristes perdus : les fausses factures.

Fausse facture rime souvent avec bâtiment, et il est vrai que le centre-ville du Mans voit pousser plein de nouveaux édifices. D'ailleurs, pour la petite histoire, c'est là qu'est née notre fameuse affaire URBA.

Et comme on commence à le savoir, les squatts ne font pas bonne affaire au milieu de tout ce beau monde (Le Mans ne fait pas exception). Ils ne plaisent pas car ils gênent l'affairisme de certains (1), ou car il s'y développe une culture parallèle, comme c'est le cas au Mans. Comme toute institution, la mairie (conduite par le communiste dissident Jarry) n'aime pas voir se développer un milieu culturel, un lieu de vie qu'elle ne contrôle pas, contrairement à ces organismes que sont les Maisons de la jeunesse et de la culture (MJC). L'instinct de survie de tout pouvoir conduit celui-ci à vouloir tout maîtriser, tout récupérer pour montrer qu'il est irremplaçable.

C'est la raison pour laquelle le squatt du CENOMOMI (2), situé rue Trigger a quelques problèmes, et est menacé d'une intervention des forces de l'ordre.

Diverses raisons ont été invoquées par la mairie pour mettre fin au squatt. Il a d'abord été dit que la maison occupée devait être détruite d'ici quelques années, or les squatters ont proposé de signer un papier affirmant qu'ils quitteraient les lieux un mois avant la destruction. Ensuite, il a été avancé que le bâtiment était insalubre. Or une expertise prouve le contraire. Enfin, il a été dit que le réseau électrique n'était pas tout à fait aux normes. Quelques travaux, facilement réalisables, pourraient y remédier (quand on voit comment certains montent des tribunes, il y en a qui chipotent !).

Les trois raisons d'une expulsion

Voilà les pseudo-raisons qui prouvent aux squatters qu'ils gênent, et qui les renforcent dans leur conviction. Non seulement le squatt sera défendu, mais d'autres seront ouverts.

Régis Baly (gr. FA du Mans)

(1) On détruit des bâtiments qu'on a laissé se dégrader pour en construire de nouveaux, que l'on va louer ou vendre à ceux qui pourront payer trente fois le prix fixé avant les travaux.

(2) CENOMOMI, 13, rue Robert-Trigger, 72000 Le Mans.

N. B. : Pour la petite histoire (qui intéressera certainement les historiens du mouvement libertaire), signalons que l'Alternative libertaire (ex-UTCL) appelait à voter au mois de mars dernier, lors des Régionales, pour la liste à laquelle appartenait celui qui veut nous expulser aujourd'hui, à savoir M. Jarry (ex-PCF)... Liste sur laquelle se trouvaient aussi des rouges et verts de l'AREV (anciens du PSU).

Nouvelles du front

INSOUMIS BASQUES EN PROCÈS

En octobre 1991, trois jeunes du Pays Basque s'insoumettent publiquement. Dès lors, une campagne antimilitariste s'organise sur le thème : « Rien ni personne pour l'armée ». Début décembre, ils remettent leurs papiers militaires à la gendarmerie. A la mi-novembre, environ 1 000 personnes du Pays Basque nord et sud manifestent en faveur de l'insoumission à Bayonne. Du 2 au 8 mai, malgré l'interdiction du préfet et la répression policière, une marche contre le service militaire s'effectue à travers le Pays Basque nord. Entre le 30 avril et le 7 mai, les trois insoumis sont arrêtés. Une grève de la faim a alors été entamée. Le samedi 16 mai, une quinzaine de personnes ont occupé l'église de Notre-Dame de Paris et ont déroulé une banderole de soutien où était écrit : « *Lof, Erik, Nikolas Askatu* ». Sur le parvis de l'église, de nombreuses personnes apportèrent leur soutien en applaudissant et criant, ceci jusqu'à ce que les forces d'intervention évacuèrent les « gentils trublions », qui, pendant deux heures, ont pu exprimer leur solidarité avec les trois insoumis basques.

Le 20 mai, ils sont passés en procès au palais de Justice de Bordeaux. A suivre...

Comité Insoumission c/o Patxa, 23 bis rue des Tonneliers, 64100 Bayonne.

Les conférences-débats de l'Union régionale parisienne de la FA

- **Vendredi 22 mai - 20 h 30**

« Histoire du mouvement anarchiste et aperçu des expériences autogestionnaires ».

Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesse), 75018 Paris.

La journée libertaire du samedi 23 mai, qui doit se dérouler à Villeurbanne à l'initiative de la FA de Lyon, nous donne l'occasion de jeter un regard sur les activités qui se déroulent en région Rhône-Alpes.

Présence anarchiste sur Rhône-Alpes

Bourgoin-Jallieu :
Collectif anarchiste et groupe FA, 20, rue Joseph-Seignier, 38300 Bourgoin-Jallieu.
Permanence : le vendredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h 30 à 18 h.

Chambéry : Groupe FA La Sociale, B.P. 24, 73230 Saint-Alban-Leysse

Grenoble : Groupe FA Jules-Vallès, c/o AGDIR, B.P. 161, 38240 Meylan.

CDESI (association regroupant les diverses composantes du mouvement libertaire : UA, CNT, FA...) 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.
Permanence : chaque samedi après-midi.

Lyon : Groupe Déjacque et groupe Kronstadt de la FA c/o La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon.
Tél : 72.00.94.10.

Organisation communiste libertaire, 37, rue Burdeau, 69001 Lyon.

Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. Tél : 78 61 02 25.

Wolnitza (Lieu alternatif), 42, rue Burdeau, 69001 Lyon.

Roanne :
Groupe libertaire de Roanne, c/o Alternative, Centre Pierre-Mendès-France, avenue de Paris, 42300 Roanne.

Saint-Etienne :
Groupe Nestor-Makhno de la FA, c/o Confédération nationale du travail (CNT), Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

Collectif « Les Mauvais jours finiront », 19, rue Michel-Servet, 42000 Saint-Etienne.
Permanences : samedi matin et à midi. Réunion le mardi soir. Emission « le Rouge et Noir », le jeudi de 20 h à 21 h 30, sur Radio Dio (89,5 MHz).

Sans compter des individuels ou liaisons : Annecy, Annemasse, Le Bugey, La Tour-du-Pin, Valence...

PANORAMA

Les anarchistes face à la région

LYON a toujours rêvé d'être la capitale de la France, voir de l'Europe lorsque les banquiers vénitiens fuyant les persécutions religieuses s'y arrêtèrent quelques décennies, le temps de se rendre compte que les villes flamandes ou allemandes étaient bien mieux situées pour commercer avec le reste du monde. Ils nous ont laissés quelques magnifiques hôtels particuliers à Saint-Jean, longtemps laissés à l'usage des différentes immigrations et aujourd'hui réhabilités pour les besoins du tourisme urbain.

Coincé entre les massifs alpins et central, ce qui limitait ses possibilités de rayonnement, Lyon n'a pu réaliser ses ambitions mais est restée quand même une importante ville d'échanges économiques, culturels et politiques. Les titres de capitale des Gaules, de la Résistance, de l'ésotérisme, de villégiature du Primat des Gaules, de la gastronomie ... manifestent sa volonté de ne pas être une ville comme les autres, d'affirmer sa différence et son autonomie à travers les temps.

Aujourd'hui son projet est de devenir une importante métropole européenne et pour ce faire, le meilleur levier dont elle puisse disposer est sans doute la région Rhône-Alpes.

La région Rhône-Alpes regroupe huit départements et 5 500 000 habitants. C'est le deuxième pôle économique français avec 9,3% du PIB. Cela en fait la neuvième région d'Europe sur 176, ce qui explique l'intérêt que lui ont porté le Bade-Wurtemberg, la Lombardie et la Catalogne pour en faire le quatrième larron d'un accord de coopération économique connu sous le nom des « quatre moteurs ». C'est vous dire leurs ambitions sur le reste de l'Europe !

Pour l'instant Rhône-Alpes tire son épingle du jeu avec un excédent commercial de 15 milliards de francs dans ses échanges économiques avec la CEE en 1991.

Il faut reconnaître que les implantations industrielles sont nombreuses, variées, assez bien réparties sur quelques villes (70% de la population dans 10% du territoire), desservies par un réseau autoroutier dense. De plus, on peut relier rapidement Paris par TGV (l'Ile-de-France, c'est 28,7% du PIB en France).

Une gare TGV a été construite à Satolas, entre Lyon et Grenoble, et des projets ferroviaires vont mettre Genève et Turin à portée de main.

Cette région compte aussi 170 000 étudiants qui permettent de capter 10% de la recherche française et il y en aura sans doute 35 000 de plus en l'an 2000. Ce qui fait que 25% des emplois sont offerts à des cadres.

Autre spécialité, l'énergie. Remarquons que si les barrages ne manquent pas sur le Rhône, l'électricité est surtout d'origine nucléaire avec une des plus grosses concentrations de réacteurs du monde. Cela représente 10% de l'activité industrielle régionale et plus de 20% de l'électricité produite en France.

Inutile de vous présenter Rhône-Poulenc, Creusot-Loire, les raffineries de pétrole, RVI, l'industrie pharmaceutique, plastique et *tutti quanti*...

Cela n'empêche pas le tourisme de bien se porter avec la montagne, le ski alpin, les stations thermales et les sources d'eaux minérales.

Pas étonnant qu'avec un tel palmarès, nous voyons débarquer 140 000 personnes de plus par an dans notre belle province !

Mais l'avenir ne s'annonce pas très bien pour les nouveaux arrivants, car si jusqu'aux années 89/90 la région avait bien résisté au chômage, il n'en est plus de même aujourd'hui, et cela commence à se faire sentir sérieusement autour de nous, malgré les efforts publicitaires d'ECCO et RMO, autres spécialités locales.

Nous en sommes à 8,3% de chômeur(e)s et notre taux de progression fait que nous aurons vite fait de rattraper la moyenne nationale de 9,6% !

Il faut bien comprendre qu'ici comme partout, nos dirigeants pensent Europe, compétitivité et taux de profit. Quoi de plus normal, au seuil de 1993, de dégraisser.

La résistance sociale est quasiment nulle et l'expulsion de 50 squatters a été beaucoup plus médiatisée que l'annonce simultanée de 1 000 licenciements à RVI. Cela en dit long sur la capacité d'action des syndicats dits représentatifs !

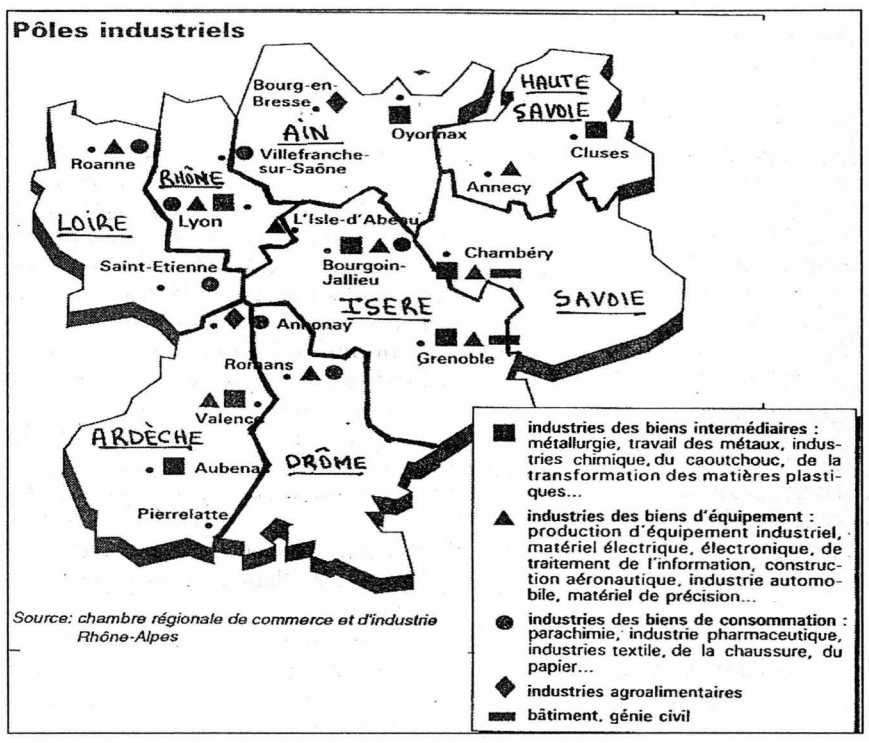
Et ce n'est pas la création d'une structure syndicale internationale (comité franco-italien créé en mars 1990) impulsée par les bureaucrates CFDT et FO, côté français, et CGIL, CISL et UIL, côté italien, qui va modifier réellement les rapports de forces, même si la CGT essaie désespérément de s'y faire accepter.

Quelques petites structures syndicales sauvent l'honneur en essayant d'impulser une pratique différente. Il s'agit du PAS (1), du SNUI, du SUD et de DEFI (2) qui agissent sur l'Isère (essentiellement à Grenoble). Notons qu'ils essaient régulièrement de confronter leurs pratiques. En comparaison le CRC est bien seul dans le Rhône.

Bien entendu la CNT est présente, en particulier à Lyon, dans les PTT et depuis peu, elle vient de constituer un syndicat dans l'enseignement.

Une bourgeoisie d'une étouffante discrétion

Il faut dire qu'ici, tout se fait d'une manière feutrée mais efficace. Les vélléités d'autonomie d'un Carignon ou d'un Noir ne sont guère appréciées et ils ont vite compris qu'il fallait rentrer dans le rang du RPR. Autre exemple, le patronat a su s'allier les bonnes grâces d'une importante association de défense de l'environnement, la FRAPNA, pratiquement hégémonique sur la région, en passant avec elle des accords pour protéger tels site ou île à castors. Est-ce vraiment un hasard si une des régions les plus nucléarisées et aux nombreuses industries polluantes n'a suscité aucun mouvement sérieux de contestation ? De même toutes les autoroutes et voies de TGV n'ont pratiquement pas été contestées, alors qu'elles ont traversé des zones très urbanisées (sauf depuis peu pour une autoroute qui va couper une banlieue bourgeoise). Et il semble bien que les Verts, qui viennent d'accéder au Conseil régional, soient en train de négocier l'arrêt de Malville (qui de toute façon est condamné par tous, sauf par les syndicats évidemment) comme faire valoir de leur rôle politique indispensable dans la région. C'est sans aucun doute un sacrifice bien facile pour Charles Millon si cela lui assure une majorité à Charbonnières (siège du Conseil régional).



Source: chambre régionale de commerce et d'industrie Rhône-Alpes

Mais le plus important est sans aucun doute l'implantation d'un catholicisme social (de gauche et de droite) qui imprègne fortement le tissu associatif et syndical. Il est pratiquement impossible de parler immigration, expulsions, banlieues, logement, antimilitarisme, agriculture, Kanaky, tiers monde, antifascisme, sans tomber sur une association religieuse efficace et bien implantée. C'est particulièrement vrai dans l'agglomération lyonnaise, mais cette influence est très largement présente en Savoie, à Saint-Etienne... Il n'est donc pas étonnant de voir Noir, catholique pratiquant, s'afficher comme antifasciste convaincu à la tête d'une manifestation contre Le Pen aux côtés de maires communistes et socialistes, et par ailleurs faire la part belle aux spéculateurs.

Cet investissement des chrétiens « sociaux » a son pendant à l'extrême droite avec des réseaux intégristes puissants, ce qui explique les facilités dont Touvier a bénéficié tant à l'Evêché que dans les monastères de la région (les chartreux entre autres). C'est d'ailleurs en se faisant tirer l'oreille (pression du RPR) que Decourtray a été amené à fustiger les catholiques qui voteraient FN aux élections régionales, ce qui n'a pas empêché celui-ci de voir son assise sociale confirmée (plus de 20% des votants) . Quant à ses grandes envolées sur la collaboration des catholiques avec Vichy, elles étaient sans doute inspirées par les dossiers qui allaient forcément être publiés avec les affaires Barbie et Touvier (voir les numéros spéciaux de la revue des chrétiens de gauche, *Golias*, sur l'« affaire Touvier » et sur l'« Eglise et la collaboration »).

Vous aurez compris que la région Rhône-Alpes est bien contrôlée par la droite.

Cette situation est acceptée depuis longtemps par les socialistes, qui sont encore à la tête de quelques villes importantes : Roanne, St Priest, Vienne, mais ont perdu Grenoble et

➡ ➡ ➡

L'essor libertaire berjallien

Né en 1982 à Bourgoin-Jallieu, petite ville de 22 000 habitants coincée entre Lyon et Grenoble, le Collectif anarchiste (3 individus à l'époque) s'escrimait à vulgariser la pensée anarchiste et centrait l'essentiel de ses activités sur *Contre Vents et Marées*, « journaluscule » d'humeur anarchiste local. S'étoffant au fil des ans, « Contre-Courants », association loi 1901, vint donner un petit air de légalité à nos activités diverses à partir de 1985. Nos rapports avec la Fédération anarchiste se multipliant, un groupe FA vit le jour en 1987.

Toutes ses structures sont étroitement imbriquées les unes dans les autres, par exemple sur Bourgoin, le label Collectif anarchiste est le plus souvent utilisé pour nos activités publiques. Il est le plus ancien et donc le plus « connu » ; contre-exemple, durant la guerre du Golfe nos activités avaient pour sigles : « Groupe FA » et « Fédération anarchiste », histoire de faire caisse de résonance avec les activités des autres groupes. Ce développement de structures n'est pas allé sans un accroissement des militants, des sympathisants, et par cela même, des activités (conférences, concerts, expositions, stand de presse, épicerie : badges, briquets, pin's, collages et tracts évidemment). Et cette croissance, il nous a fallu essayer de la traduire, de la fixer, et dans le temps et dans le lieu, d'où la naissance en novembre 1991 du local du Collectif anarchiste au 20, rue Joseph-Seigner, lieu où se tient l'essentiel de nos activités publiques, mais aussi lieu de rencontres, de discussions, d'élaborations et peut-être - si nous tenons le coup - lieu de départ vers de nouvelles aventures.

En dehors des activités militantes classiques, nous essayons depuis quatre ans de faire partager avec qui le veut bien quelques instants de bonheur en organisant des spectacles de chanson, dans une maison de quartier à l'origine et au théâtre de Bourgoin-Jallieu, depuis cette année. Ce n'est pas la foule loin s'en faut, mais petit à petit, le petit peuple berjallien vient à la rencontre de « nos » artistes : Djamel Allam, Goun, Louis Capart, Joyet et Roll Mops pour 91/92. Sans oublier les expositions de peinture, d'affiches de photos qui se tiennent régulièrement au local.

Tout cela reste bien fragile, une petite ville offre des potentialités de développement réduites, et notre pari - pour l'instant - est davantage de chercher à raffermir nos fondations, notre participation à la vie de la cité, et bien sûr tâcher de nous inscrire dans la durée, que de papillonner dans tous les sens.

Dans notre cheminement, deux facteurs de réussite :

- *Contre Vents et Marées*, mensuel tiré à 1 200 exemplaires, dont 900 sont diffusés gratuitement à Bourgoin-Jallieu (130 abonné[e]s), trait d'union entre le Collectif anarchiste et les lecteurs (abonnés ou de hasard), carrefour et point de chute à la fois ;

- mais aussi notre désenclavement à travers et la Fédération anarchiste, et l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA. Ce désir et cette volonté de nous inscrire dans un contexte plus large et plus organisationnel à la fois, nous a permis d'éviter ce qui guette plus d'un groupe isolé : l'éclatement par l'usure.

Alors l'avenir... Il reste encore à écrire... Mais pourquoi pas ?

Collectif anarchiste /Groupe FA de Bourgoin-Jallieu

alors que Valence basculera peut-être la prochaine fois. Ils se contentent de jouer le jeu de l'opposition constructive en signant des accords de développement économiques régionaux (Lyon-Roanne, Grenoble-Valence...) et utilisent au maximum leurs influences gouvernementales (Auroux, Mermaz et d'autres). Cette pratique est très ancienne et connue. Les rapports, pour le moins courtois, entretenus entre feu Charles Hernu, maire de Villeurbanne, et Francisque Collomb, ex-maire de Lyon, prolongés aujourd'hui par l'attitude consensuelle de Gérard Collomb, leader du PS, vis-à-vis de Michel Noir, en sont les plus beaux exemples.

Quant au Parti communiste il est très affaibli et a bien failli disparaître du Conseil régional. A noter qu'il y a peu d'opposants à la ligne Marchais en dépit de la présence de Fiterman sur Lyon.

Comme partout, l'extrême gauche est moribonde, sauf à Grenoble où nombres d'ex-militant(e)s d'organisations gauchistes se retrouvent dans des associations antifascistes, écologiques, féministes et syndicales. Il semble que cela soit dû au fait que dans cette ville, ils aient toujours su affirmer leur indépendance face aux états-majors parisiens.

Quelles perspectives pour les anars ?

Historiquement, ils ont joué un rôle important dans le syndicalisme (même *le Progrès* l'a reconnu dans un supplément sur l'histoire du syndicalisme régional) et l'épopée de Bakounine dans la Commune de Lyon est connue. De même parle-t-on encore des meetings de Louise Michel à Vienne à la fin du siècle dernier, des anars métallurgistes de Saint-Etienne ou de Givors, de ceux des vallées profondes de la Savoie qui se mutilaient pour ne pas aller à la guerre en 1914 et bien sûr de l'esprit (?) libertaire de la Croix-Rousse avec ses mythiques canuts.

Le petit encart ci-joint montre bien qu'il existe une présence anar, vivace et assez bien répartie géographiquement.

Mais cette implantation est très minoritaire, nombre de groupes ou structures se sont reconstitués récemment à partir de quelques « vieux » copains. C'est ce qui explique une implantation quasiment nulle dans le tissu associatif ou syndical.

En dépit de ce qui se véhicule aimablement dans les milieux non fédérés, Lyon ne fait pas exception, et malgré l'activisme et les coups médiatiques dont se sont montrés capables les lyonnais (mobilisation anti-papale, contre le fascisme, la guerre du Golfe et la spéculation immobilière) on ne peut masquer la faible implantation sociale des libertaires, y compris sur les pentes de la Croix- Rousse.

C'est à un travail en profondeur que les anarchistes doivent s'attacher.

Bien entendu, toutes les composantes du mouvement libertaire, y compris les structures locales, ont leur place et leur responsabilité dans ce travail d'enracinement.

Pour ce qui concerne l'Union régionale de la FA, il nous faut apprendre à travailler de manière coordonnée, dans la durée et la régularité, sur des objectifs définis à partir d'une lecture pertinente des rapports sociaux de production.

Au vu de l'intérêt d'une frange significative de la population pour nos idées et pour peu que chacun y mette un peu d'intelligence, les libertaires peuvent à moyen terme, constituer, en Rhône-Alpes, une force sociale non négligeable.

C'est le pari qu'il nous faut tenir aujourd'hui.

La journée libertaire que nous organisons le 23 mai prochain espère bien y contribuer.

Bernard (groupe Déjacque - Lyon)

(1) PAS... Pour une Alternative Syndicale (constitué par des militant[e]s SGEN-CFDT en désaccord sur les orientations de la confédération).

(2) DEFI... Démocratie, Expression, Force et Indépendance de la Santé (scission CGT, implantée sur un hôpital. Le sigle est déjà tout un programme !)

UN OUTIL FÉDÉRAL

L'Union régionale Rhône-Alpes de la FA

L'URRAFA existe maintenant depuis quatre ans et va son bonhomme de chemin, mais elle n'est pas une première...

En effet, notre région a vu se succéder depuis 1976, plusieurs tentatives d'UR qui ont toutes périclité plus ou moins rapidement, coordination de groupes ou collectifs de diverses tendances libertaires (1976, 1982), ou UR spécifiquement FA (1977), ou autour de l'Union des anarchistes (1979), toutes ces structures n'ont pu tenir la route.

Arrive 1988, avec la naissance de l'actuelle URRAFA, à l'initiative des groupes de Grenoble et Chambéry, rejoints par le collectif de Bourgoin. Rompre l'isolement des groupes, favoriser les échanges et mettre en commun moyens et pratiques militantes, l'UR remplira ces objectifs puis se consolidera avec l'apparition des groupes FA à Lyon, qui se chargeront de la librairie régionale, la Plume Noire, l'adhésion du groupe Makhno de Saint-Etienne, et des individuels et liaisons.

Après une période de mise en place de ses structures organisationnelles (secrétariat, trésorerie, bulletin, réunions) l'URRAFA montrera sa capacité de mobilisation dans diverses apparitions publiques à l'occasion par exemple de l'ENC90 à Lyon (antinucléaire), de manifs contre l'extrême droite ou anti-guerre du Golfe, de tournées de conférences sur divers thèmes... L'édifice est certes encore un peu fragile, car reposant en général plus sur la volonté d'individus impliqués dans le fonctionnement de l'UR que sur celle des groupes entiers, mais il s'y manifeste indéniablement le désir d'enraciner régionalement le mouvement anarchiste avec un outil commun, la Fédération anarchiste, ce qui n'empêche pas, au contraire, un travail commun avec des structures libertaires non adhérentes.

Par rapport aux différentes tentatives historiques d'UR, l'actuelle URRAFA fonctionne car elle a su se définir : des axes de travail et des objectifs communs, une pratique commune et des échanges fréquents entre ses différents adhérents. Une base commune - la FA - est là comme référence et point d'ancrage.

Son existence a pu paraître au départ un peu novatrice au sein de la FA, mais aujourd'hui les UR y sont nombreuses et fonctionnent. Cela répond certainement à un besoin des groupes et individuels de la FA de se fédérer véritablement (autrement ?), d'occuper la place qu'ils doivent tenir. Cette étape n'est pas, évidemment, totalement franchie au niveau fédéral, mais nous devons dès maintenant réfléchir à la fonction, au rôle, que ces UR peuvent jouer au sein de notre Fédération anarchiste, et là le débat est ouvert.

Jean-Marc et Denis (groupe FA de Bourgoin)

Une librairie anarchiste La Plume Noire

L'union régionale de la FA a créé la librairie La Plume Noire en septembre 1990, sur les pentes de la Croix-Rousse, à Lyon.

Ouverte avec un stock minimum d'ouvrages sur l'anarchisme, elle s'est peu a peu enrichie de nouveaux rayons : littérature prolétarienne, histoire du mouvement ouvrier, nouveautés. Elle permet aux groupes de la région de disposer de tables de presse permanentes (exemple, à Bourgoin-Jallieu) ou occasionnelles lors de conférences ou de fêtes libertaires. Un petit peu de vente par correspondance permet aux personnes isolées ou ne pouvant se déplacer de se procurer des ouvrages sur l'anarchisme.

Mais dès le départ, le but de cette toute petite sœur de la librairie du Monde Libertaire a aussi été de donner aux groupes lyonnais de la FA un local et une vitrine sur l'extérieur. Des débats publics sur différents thèmes (histoire de l'URSS, écologie, homosexualité, antifascisme...) permettent une information et une discussion sur des thèmes d'actualité ou autour d'un livre. Les permanences régulières sont l'occasion pour les sympathisants de rencontrer la FA et de discuter avec des militants.

C'est donc, en plus d'une librairie, un lieu de rencontre et de diffusion de la pensée anarchiste, ou l'on peut venir pour acheter les œuvres complètes de Bakounine, pour fouiner dans de vieux exemplaires du *Monde libertaire*, ou pour savoir ce que veulent les anarchistes...

La librairie est ouverte le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h, le jeudi et le vendredi de 15 h à 19 h au 15 rue Rivet, 69001 Lyon.Tél : 72.00.94.10.

A. L.

Journée libertaire organisée par la FA de Lyon
Samedi 23 mai, de 13 h à 23 h
CCO, 39, rue Courteline 69100 Villeurbanne

— 14 h : présentation ;
— 15 h - 17 h : trois tables rondes sur la situation internationale (Amérique latine, Pays de l'Est et Rapports Nord-Sud) ;
— 17 h 30 - 19 h 30 : deux tables rondes sur la situation en France (IVG, contraception, lutte des femmes et Vers une nouvelle citoyenneté) ;
— 20 h : meeting sur le thème : « Quelle alternative aujourd'hui ? » ;
— 21 h : concert.

Crèche, buvette, stands librairie, exposition sur l'Espagne 36/39, projection de deux vidéos : « Un autre futur » (Espagne 36/39) et « L'Irak après la guerre » (regard sur l'embargo économique).

PAF : 50 F & 30 F (chômeurs, lycéens).
Billets vendus à La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10.

LA HAUTE-LOIRE AU CŒUR DE LA TRADITION LIBERTAIRE

Le paradoxe stéphanois

La création à Saint-Etienne du Collectif libertaire « Les mauvais jours finiront » malmène depuis un an l'un des nombreux paradoxes socio-politiques de la région stéphanoise. Premier paradoxe : le groupe Nestor-Makhno de la FA était numériquement sous-représenté par rapport au nombre d'habitants (400 000 personnes environ dans l'agglomération) et à la tradition libertaire de la région. Autre paradoxe : malgré l'importance de sa population ouvrière et ses luttes passées, Saint-Etienne a toujours élu des municipalités centristes, à part l'exception communiste de 1977 à 1983. D'un côté, on trouve la fusillade du Brûlé à La Ricamarie, dont Zola s'est inspiré pour écrire son Germinal, de l'autre l'un des bastions de la CFTC avec les anciens mineurs. Un jour, la place de l'Hôtel-de-Ville s'emplit pour accueillir le Maréchal Pétain, un autre, elle fait pareil à la Libération pour le général de Gaulle.

Mais ceci explique peut-être cela, et en attendant des recherches plus fouillées, on peut poser quelques hypothèses : le vieux fond conservateur, mais tout de même indépendant des farouches paysans de Haute-Loire, venus peupler les rangs du prolétariat stéphanois à la grande époque de la mine et de l'acier, ne s'est-il pas accommodé de l'apolitisme propagé par le courant libertaire ? N'a t-il donc pas renforcé la méfiance vis-à-vis des politiciens de gauche qui prétendaient représenter les travailleurs ? Ce courant libertaire se divisait *grosso modo* en deux tendances, l'une individualiste (pour faire vite : Ravachol, les chansonniers, journaux épisodiques), l'autre syndicaliste révolutionnaire (bastion de la CGT-SR), les deux étant unies par leur caractère profondément populaire.

Le courant syndicaliste révolutionnaire s'est réduit peu à peu depuis l'avant-guerre, soit par le ralliement de certains vers la base activiste des communistes de la CGT (la CGTU s'était reconstituée lors de son congrès de 1922 à Saint-Etienne) - mais il en reste un sentiment libertaire diffus jusqu'au sein de l'actuelle CGT locale - soit à cause de la confusion récupératrice entretenue auprès des jeunes générations dans les années 60 par les cléricaux de la CFDT autogestionnaire (avec son prototype : le courant P. Héritier), sans parler des mutations sociologiques ou économiques. Mai 68 a suscité un courant anarchiste spontanéiste, qui s'est effrité à la fin des années 70, tandis que les réfugiés espagnols ou leurs descendants tentaient difficilement de développer l'anarcho-syndicalisme. Au début des années 80, le groupe Makhno de la FA se constitue et arrive à maintenir une présence anarchiste spécifique.

Le Collectif libertaire qui s'est créé en février 1991 en opposition à la guerre du Golfe hérite bon gré, mal gré de ce passé et de ses manques. L'individualisme y a trouvé un ressourcement face à la faiblesse des courants communistes libertaires ou purement anarcho-syndicalistes (absence de la CNTF). L'époque est d'abord au débat d'idées, aux échanges conviviaux après une décennie de terreur molle instaurée par la social-démocratie triomphante et la quasi éradication d'un mouvement ouvrier combatif. Ce qui n'exclut pas l'organisation, la propagande et l'action : lancement d'un journal consistant qui en est à son quatrième numéro, tirage de trois brochures, poursuite de l'émission de radio « Rouge & Noir » impulsée par le groupe Makhno, ouverture d'un local au centre ville, intervention au conseil municipal pour protester contre des propos racistes, organisation d'une « colo libertaire » en septembre, tenue de réunion-débats publiques (cinéma Le France, à la faculté de Lettres) et semi-publiques (au local), organisation de week-end commun...

« L'époque est d'abord au débat d'idées, aux échanges conviviaux après une décennie de terreur molle, instaurée par la social-démocratie triomphante... »

Le nombre de participants (une bonne vingtaine de réguliers) et de sympathisants (une soixantaine qui reçoivent nos informations ; vente du journal à plus d'une centaine d'exemplaires) montre à la fois l'urgence du moment, le caractère pressant des besoins (politiques, affectifs, idéologiques, activistes) mais aussi de leur richesse, leur diversité, leur complexité pas toujours faciles à gérer, ce qui fait du Collectif par définition plus large qu'un groupe spécifique un pari permanent. Les phases d'optimisme succèdent au pessimisme, l'introspection nombriliste se mêle au découverte permanente, les rescapés de Mai 68 et les jeunes générations se jaugent, s'estiment et se critiquent, les fédérés makhnovistes qui sont à l'initiative du Collectif contiennent eux-mêmes la plupart des différentes tendances... Batailles de mots, élans passionnels, refuge et nouveau départ. S'inscrire dans la durée : le pas est en train d'être franchi, ce qui n'est pas un mince exploit pour un collectif de création aussi récente.

Ph. P.

N. B. : Collectif libertaire « Les mauvais jours finiront », 19 rue Michel-Servet, 42 000 Saint-Etienne ; permanences : samedi matin et à midi, réunion le mardi soir ; émission « Rouge & Noir », le jeudi de 20h à 21h30 sur Radio Dio (89,5 Mhz).

La République de Djibouti ou le spectre de la famine

La République de Djibouti est l'un des pays africains les plus pauvres. Hassan Gouled Aptidon, le « président dictateur », subit la guérilla du mouvement rebelle, le Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD).
Sur place 5 000 militaires français tentent de trouver une issue au conflit dans cette ex-colonie hexagonale - intérêts bien sentis obligent. Les 500 000 Djiboutiens, eux, sont dans la misère.
Ils dépendent de l'aide alimentaire internationale, objet de chantage pour les parties en conflit, et sont, malgré tout, victimes de la famine.

APRES les affres de la guerre (exode, insécurité, épidémies, privations multiples...) dont elle a été la première victime, la population civile du nord et du sud-ouest de la République de Djibouti s'apprête à affronter seule les séquelles de la famine.

Celle-ci vient de faire son apparition dans le district de Dikhil sous forme d'une épidémie de typhoïde, d'anémie et d'infections liées à la malnutrition. Pourtant cette province ne vient d'être affectée que récemment par l'extension du conflit.

Ceci laisse présumer de l'état sanitaire et alimentaire déplorable des populations soumises à la pression de la guerre depuis plusieurs mois. Sans parler des privations qu'elles ont à supporter en raison du blocus économique décrété par le gouvernement sur la région nord du pays. Il servirait, selon les autorités djiboutiennes, à asphyxier la guérilla (laquelle n'a fait qu'accentuer sa progression), alors que les civils se plaignent de cette mesure coercitive. Dire qu'il prévaut une situation alimentaire catastrophique n'est pas rendre compte de la réalité, puisque 50 personnes sont déjà mortes dans le sud à la suite d'infections liées à la malnutrition ou de famine. Il faut craindre que ce mal, circonscrit pour l'instant à une zone limitée, ne se propage. Et, dans ce cas de figure, la famine menacera l'ensemble de la population vivant dans les territoires sous contrôle du FRUD, c'est-à-dire 200 000 personnes démunies, à la merci de toutes sortes d'épidémies.

Ici, comme ailleurs, la guerre est à l'origine de ce cortège de malheurs. Puis, tous les problèmes s'enchaînent et accentuent le dénuement des hommes et femmes sinistrés. L'exode s'est passé partout dans le plus grand désordre. Prises entre deux feux, les populations ont tenté de parer au plus pressé : se protéger et sauver leur bétail, ou plutôt ce qu'il en restait, dans la mesure où les forces gouvernementales massacrent systématiquement les animaux domestiques susceptibles de servir les rebelles. Y compris les dromadaires. Pire encore, ces exactions s'accompagnent souvent de l'exécution sommaire des bergers.

Ainsi pour des raisons d'insécurité, plus de 60 000 personnes ont fui les zones de combat. L'exemple du district de Dikhil, sans être le plus marquant, illustre comment un mouvement de panique a induit la famine dans un laps de temps très court (un mois). Cette région se caractérise, à l'instar des autres provinces de l'intérieur, par une relative pauvreté, et comprend une forte population nomade. Par définition, celle-ci est réduite à mener des conditions de vie précaires. Une fois coupés de leur source d'approvisionnement, en l'occurrence la ville de Dikhil, les bergers et leurs familles se sont trouvés piégés. D'autant que la sécheresse persistante les maintenait depuis longtemps à la lisière de la famine. Leur survie tenait à un miracle, entre un mode de vie ancestral des plus frustes et un environnement naturel ingrat. L'insécurité est venue aggraver la situation déjà déplorable en détruisant l'équilibre qui prévalait dans cette société. La fuite n'a pas arrangé les choses, ni l'isolement dans les montages. Les rebelles ont réalisé la détresse de ces populations que lorsqu'il y a eu une accalmie consécutive au cessez-le-feu. Mais la malnutrition avait fait des victimes, notamment par le béri béri. Le même scénario peut se répéter à Tadjoura ou à Obock à une échelle plus large. L'éparpillement des fuyards, qui ont quitté leurs villes (Obock : 10 000 ; Zoboki : 4 000 ; Sagallou : 3 000) et leurs bourgades (Waddi, Ambabo, Hougouba et Ripta), n'est pas de nature à assurer le suivi des populations.

« ...plus de 60 000 personnes ont fui les zones de combat. »

Obock, ville fantôme pillée et détruite par l'armée djiboutienne, a accusé le coup de l'exode. Ses habitants ont fui droit devant eux dans l'intention de mettre bonne distance entre les militaires et leurs nouveaux points de chute. Certains obockois ont cherché refuge en Erythrée. La plupart ont regagné leurs terroirs ancestraux (tribaux). D'autres ont investi les locaux scolaires de Khor-Angar. Tous caressaient l'espoir inavoué d'être rapidement secourus et assistés dans leur détresse. Leurs protecteurs (les combattants du FRUD) ne pouvaient assurer l'encadrement des civils. Une constante les lie depuis le début de leur migration : qu'ils aient échoué à l'intérieur du pays ou au-delà de la frontière, leur perspective d'avenir demeure sombre et bouchée.

La sécheresse durable complique la vie des pasteurs nomades. Satisfaisante sur les zones côtières, la pluviométrie a été négligeable dans le centre du pays où se concentre la grande portion des populations déracinées. Cette année, les troupeaux ne peuvent pas profiter de pâturages abondants situés en bordure de mer, insécurité oblige. La transhumance n'a pas eu lieu. Les pâturages de la saison chaude (avril à novembre) sont déjà consommés, les troupeaux devront se contenter de maigres herbes et d'épineux squelettiques. On a également beaucoup puisé l'eau des puits dont le débit est fonction de la pluie. Conséquences prévisibles : le bétail risque de dépérir, les puits de se tarir. Au rythme où vont les choses, l'aliment de base, le lait, viendra à manquer. Les fontaines dotées de pompes hydrauliques obéissent au même principe : il faut qu'il y ait du gas-oil pour les faire fonctionner. Beaucoup de campements ont déjà disparu. En s'installant dans un site plus clément, en apparence, le sureffectif entraîne des dégâts. L'appauvrissement de la région est inévitable.

« la sécheresse durable complique la vie des pasteurs nomades. »

L'Ethiopie et l'Erythrée ont fermé leurs frontières respectives, gelé tout échange commercial avec les territoires administrés par le FRUD. La tension avec ses voisins provient d'un simple malentendu et n'a engendré que la flambée des prix des produits alimentaires. A supposer, même, que le Front établisse des relations amicales avec Addis-Abeba et Asmara, que pourrait-il en résulter pour une population civile désemparée et sans ressources financières pour s'approvisionner ? Un déblocage diplomatique ne résoudra pas le problème. La question de l'aide alimentaire continuera à se poser avec la même acuité. Nul doute que la levée du blocus économique n'améliorera pas la situation. La France, trop liée au gouvernement en place à Djibouti (régime de parti unique) ne veut pas fournir une aide alimentaire à des populations sous contrôle des rebelles. Elle invoque le principe oiseux de la non-ingérence qu'elle avait foulé aux pieds en Irak pour secourir les Kurdes. Certaines sources accusent l'émissaire français, M. Paul Dijoud, d'user de l'aide alimentaire à des fins politiques. C'est-à-dire qu'il chercherait à influer sur le FRUD en leur proposant « la nourriture pour la population » contre des concessions. Cette attitude combien cynique équivaudrait à un crime. D'ailleurs, M. Dijoud avait promis, abstraction faite de sa mission de paix entre les deux belligérants, d'acheminer une aide d'urgence vers le nord. Personne n'ignore à Djibouti que la France dispose des moyens et de la logistique, si elle désire entreprendre une action humanitaire : 12 000 de ses ressortissants dont 5 000 militaires vivent là-bas.

Il est peu probable que les nomades s'exhibent pour montrer leur détresse. On n'assistera donc pas au spectacle de hordes d'affamés, de vieillards sans sépultures et d'enfants agonisants parce que les gens préfèrent s'éteindre en silence et dans la dignité. Après les appels répétés, les invitations et les déclarations alarmantes lancés par le Front armé à l'adresse des Organisations non gouvernementales (ONG), rien n'expliquerait un tel drame si ce n'est une indifférence délibérée. D'ici un mois, il n'est pas impossible que les catégories de personnes fragiles (femmes enceintes, enfants et vieillards) commencent à mourir de faim. Aujourd'hui encore on peut l'éviter en entreprenant des missions d'urgence. C'est pourquoi, nous suggérons deux sortes d'actions :

- une action d'envergure : elle repose sur l'intervention directe des organisations à vocation humanitaire dans les régions sinistrées et implique la mise en place de moyens de transports susbtantiels : bateaux et avion. Une telle opération peut résorber la famine d'autant que les intervenants bénéficieront de toute sécurité ;
- action graduée ONG/FRUD : dans ce cas de figure, l'ONG gère l'aide alimentaire et les liquidités avec les responsables administratifs du FRUD. Cette forme d'assistance répond mieux à la réalité locale et régionale. Car on ne voit pas comment l'on pourrait acheminer à travers l'Ethiopie une aide alimentaire sans courir des risques incalculables. Il est permis de douter de l'efficacité d'assitance impliquant l'intervention d'Etats voisins.

Ali Coubba
(correspondant djiboutien)

POUR UNE SUISSE SANS ARMÉE

Pas d'avions de combat pour les Helvètes

APRES le brillant résultat remporté en octobre 1989 par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) avec son initiative constitutionnelle demandant la suppression pure et simple de l'armée suisse (quelque 36% de oui), le GSsA s'attaque cette fois aux dépenses militaires. Plus exactement, il s'agit d'interdire au gouvernement suisse toute acquisition de nouveaux avions de combat d'ici la fin du siècle.

C'est en effet en pleine crise économique, avec un taux de chômage jamais atteint dans ce pays depuis la grande dépression des années 30 et alors que - vu la disparition du « péril rouge » - plus personne ne voit d'où l'ennemi pourrait bien surgir, que le Conseil fédéral et le Parlement veulent moderniser - comme ils disent - l'armée de l'air en achetant 34 avions de combat américains F18 pour un montant de trois milliards et demi de francs (environ 13 milliards de francs français). Les arguments utilisés par le pouvoir pour faire avaler la couleuvre au peuple, s'appellent démagogie et chantage. A la première catégorie, appartient la promesse de sauvegarde, voire de création de nouveaux emplois grâce aux fabuleux contrats de compensation que les entreprises suisses pourraient conclure avec les Américains ; le second argument, à savoir le chantage à l'Eurocomptabilité, est resservi actuellement jusqu'à la nausée à propos de tout et de rien. S'agissant des avions de combat, on nous dit que dans la grande Europe, ce pays devra apporter sa contribution à la défense commune et alors quel beau cadeau que ces 34 machines à tuer !

Une vague de signatures

D'après tous les sondages, il semblerait que les deux arguments manquent totalement leur cible et que de vastes couches de la population soient totalement opposées à ce gaspillage insensé, estimant que l'argent devrait au contraire être utilisé pour soulager la misère, pour venir en aide à ceux qu'on appelle ici pudiquement « *les oubliés de la prospérité* ».

Le GSsA a donc relevé le gant. La récolte des signatures est partie sur les chapeaux de roues : 120 000 en moins de deux semaines ! Du jamais vu ! Pour être valable, une initiative constitutionnelle au plan fédéral a besoin de 100 000 signatures qui doivent obligatoirement être récoltées dans un délai de 18 mois. Le GSsA pourra déposer 150 000 signatures début juin. C'est-à-dire un mois après le lancement de sa campagne. Et il pourra démontrer ainsi à la fois la désaffection croissante des citoyens pour l'armée et sa propre capacité de mobilisation tout à fait exceptionnelle. Face à cette mobilisation, les milieux bourgeois s'obstinent et cherchent à gagner du temps : d'une part, la Commission du Parlement chargée de l'étude du projet F/A-18 vient de donner son feu vert à l'achat des appareils ; d'autre part, les partis de droite et un Conseil fédéral à leur botte refusent de traiter l'initiative du GSsA en priorité (le GSsA demande qu'elle soit soumise au peuple début décembre). Ils espèrent qu'en repoussant la « votation » à 1993, voire 1994, il se pourrait qu'un événement imprévu - une petite guerre, une nouvelle menace, que sais-je - viendra au secours du lobby militaro-industriel et fera changer le peuple d'avis. A propos, cette initiative « Pour une Suisse sans nouveaux avions de combat » dit tout simplement ceci : « *Jusqu'en l'an 2 000, la Confédération ne peut acquérir de nouveaux avions de combat. Sont réputés nouveaux les avions de combat dont l'acquisition est décidée par l'Assemblée fédérale entre le 1er juin 1992 et le 31 décembre 1999.* »

De notre correspondante helvétique

BIOGRAPHIE

« Henry Poulaille »

Thierry Maricourt, éditions Manya

ENFIN une biographie de l'ami Poulaille, ce grand méconnu, cet oublié des lettres françaises, le créateur de la « littérature prolétarienne », l'auteur de nombreux romans, d'essais sur le cinéma, les lettres, les traditions populaires ; le fondateur d'une dizaine de revues, Poulaille qui entretint une correspondance avec des écrivains comme Ramuz, qu'il fit connaître à la France, Marcel Martinet, Louis Guilloux, Henri Barbusse, Heinrich Mann, Victor Serge, Blaise Cendrars, Neel Doff...

Thierry Maricourt utilise les romans autobiographiques de Poulaille pour retracer la vie de « *ce Steinlen de la littérature* », comme disait le journaliste André Sévry.

Fils d'un charpentier anarcho-syndicaliste et d'une canneuse de chaises, Poulaille devient orphelin à 14 ans. Il préfère se séparer de sa famille et choisit de vivre seul au sixième étage d'un immeuble de Grenelle. Commis en pharmacie, il travaille des journées de quatorze heures et se force à réduire son temps de sommeil. Il consacre ses moments de loisir à découvrir Nietzsche, Sinclair, Dostoïevski, Strindberg, Hamsun, Gorki, Cladel... Il est vrai qu'il avait déjà lu, dans la bibliothèque de son père, Zola, Balzac, Sue et des anarchistes : Jean Grave, Elisée Reclus, Kropotkine, Zévaco.

« *Henry Poulaille ne quittera plus le mouvement libertaire, même si, pour sa part, il ne sera jamais un militant, à proprement parler. Quelques années plus tard, il donnera des articles à la presse du mouvement, et, à la veille de sa mort, il y collaborera encore.* »

En 1916, Poulaille qui refuse la guerre, est pourtant décontenancé par l'attitude de nombreux militants qui acceptent la mobilisation. A contrecœur, il s'engage à son tour, mais ne se comporte pas en « bon soldat » et ne fait jamais usage de son arme. Il racontera cette triste aventure dans *Pain de soldat* (1937) et dans *Les Rescapés* (1938). Démobilisé, il doit exercer des petits métiers et commence à écrire dans *la Vache enragée*, journal de cabaret montmartrois, c'est le début d'une longue collaboration à la presse.

Bientôt Marcel Martinet, directeur de *l'Humanité*, lui demande des articles. Il écrit dans *le Peuple*, journal de la CGT. Frédéric Lefèvre le présente à l'éditeur Grasset pour qui il travaillera de 1923 à 1956 comme secrétaire, puis directeur des services de presse. C'est là que Poulaille pourra se faire éditer, et qu'il groupera autour de lui les écrivains de sa famille.

Barbusse le fait écrire dans *Monde*, mais c'est Georges Valois, éditeur à l'itinéraire politique complexe, qui lui offrira la tribune nécessaire en le nommant directeur de la collection Les Cahiers bleus, et en publiant, dès 1930, *Nouvel âge littéraire*, essai touffu mais important. Poulaille y combat vigoureusement la théorie de l'art pour l'art, le populisme et la littérature officielle, « *Propriété privée d'une espèce de caste mandarinale* », il y défend une « *littérature prolétarienne fondamentalement expérimentale, volontiers de témoignage* » et développe sa fameuse théorie de l'authenticité.

Nouvel âge, la plus belle revue de littérature prolétarienne, paraîtra l'année suivante et aura douze numéros. Illustrés par Steinlen, Daumier, Masereel, Constantin Meunier, Grosz, elle publiera non seulement des écrivains français, mais aussi des noms de la littérature internationale comme Stefan Zweig, Boris Pasternak, Dos Passos, Hamsun, Maïakovski. C'est alors que Poulaille entrera en conflit avec les communistes.

« ...Poulaille entrera en conflit avec les communistes. Il a compris que la révolution russe avait été trahie. Il va se faire insulter de "social-fasciste"... »

Il a compris que la révolution russe avait été vite trahie. Il va se faire insulter de « *social-fasciste* » par le Parti communiste qui s'en prendra aussi à Barbusse, « *agent de la bourgeoisie* ».

Chez Valois, Poulaille publiera aussi une collection de volumes : Les Romans du Nouvel âge. Cette étonnante production ne remportera pas le succès attendu, en raison du sabotage exercé par la littérature officielle, et surtout par les communistes, en raison aussi du caractère trop intransigeant de Poulaille.

En 1931, Valois édite le plus connu de ses romans autobiographiques, *Le pain quotidien*. L'année suivante, en réaction contre les attaques de plus en plus venimeuses des communistes, un « Groupe prolétarien des écrivains de langue française » est créé autour de Poulaille, un manifeste signé. Il ne s'agit pas d'une nouvelle école littéraire : « *C'est une tribu qui se forme d'elle-même et ne peut exister qu'en fonction de l'indépendance de ses membres, chacun tient la pioche comme il lui plaît !* », écrit Poulaille. Tristan Rémy, Marc Bernard, Eugène Dabit, Marcel Martinet, Augustin Habaru... participèrent à ce groupe. Un *Bulletin des écrivains prolétariens* paraît, une grande exposition de littérature prolétarienne internationale est mise sur pied. Mais l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR), organisation communiste créée en 1932, « *joue la carte de l'antifascisme et finit par supplanter totalement le groupe prolétarien* ». Poulaille a perdu ses chroniques dans *l'Humanité*, *le Peuple*, *Monde* ; il crée une nouvelle revue, *Prolétariat*, qui vivra jusqu'en 1934.

1935 verra la naissance du Musée du soir, un « *cercle prolétarien* », une bibliothèque vivante où se réunissent, pour discuter et présenter leurs écrits, des ouvriers, des employés, des écrivains, des journalistes. La guerre mettra fin à cette heureuse initiative qui remporta un succès certain.

Maricourt raconte comment Poulaille défend la cause de son ami Victor Serge, déporté par les Soviétiques ; Maricourt raconte aussi comment Poulaille continue à déployer une activité infatigable, mais aussi comment, paradoxalement, la victoire du Front populaire l'isole de plus en plus.

La déclaration de guerre le trouve à nouveau partagé, il accepte finalement de s'engager, mais est rapidement démobilisé. Le voilà poursuivi pour avoir signé un tract de Louis Lecoin : *Paix immédiate !* Il sera l'un des rares à ne pas renier son geste devant le juge d'instruction. En 1942, il est interné quelques jours sous l'accusation de communisme !

Pour s'éloigner de ce climat étouffant, il va se livrer à des recherches approfondies dans le domaine des traditions populaires. Entre 1942 et 1951, il publie plusieurs volumes, et anime, avec le grand folkloriste van Gennep, la *Nouvelle revue des traditions populaires*. De 1945 à 1948, il publiera chez Grasset la revue Maintenant, remarquable par les textes et les illustrations. Il continuera à écrire dans la presse, à rédiger des préfaces.

En 1957, ayant quitté Grasset, il abandonne Paris pour s'installer à Palaiseau. Son activité littéraire suscite de moins en moins d'échos dans la presse. Le silence s'installe autour de cet homme qui a toujours refusé de jouer le jeu. Avec sa compagne, il vient habiter, en 1973, dans un HLM de Cachan. C'est là qu'il passera les dernières années de sa vie, dans un anonymat presque complet, sinon les visites d'amis. Il meurt à 83 ans, laissant derrière lui beaucoup de manuscrits inédits.

« *...la redécouverte de l'œuvre d'Henry Poulaille s'impose* », conclut Maricourt, soulignant que, grâce à lui, tout un courant de pensée avait pu s'exprimer hors des sentiers autorisés par la littérature officielle, soulignant aussi la rare authenticité d'un Poulaille, incapable de composer avec le mensonge, d'une honnêteté qui lui valut bien des déboires.

Jean-Pierre Canon

N. B. : Signalons qu'une association des « Amis d'Henry-Poulaille » existe depuis 1988. La bibliothèque et les archives de Poulaille peuvent être consultées en s'adressant au secrétaire : Patrick Ramseyer, 4, bis, rue de la Paix, 94300 Vincennes.

« Mots et Musiques »
Radio Libertaire (89.4 FM)
présentent

Lundi 25 mai, 20 h 30
Gilles Servat
Prix des places : 90 F et 70 F

Mardi 26 mai, 20 h 30
France Valmore
Prix des places : 80 F et 60 F

Théâtre Clavel, 3, rue Clavel
(M° Pyrénées), 75019 Paris
Tél. : 42.38.22.58
Réservations au : 43.84.70.04

L'association « Artcos »
présente
« L'Univers musical de l'art »
(photographie, peinture, sculpture)

Jeudi 21 & vendredi 22 mai
de 15 h à 19 h

Samedi 23 mai
Soirée poétique de clôture
(buffet garni par vos soins ou 25 F de participation)

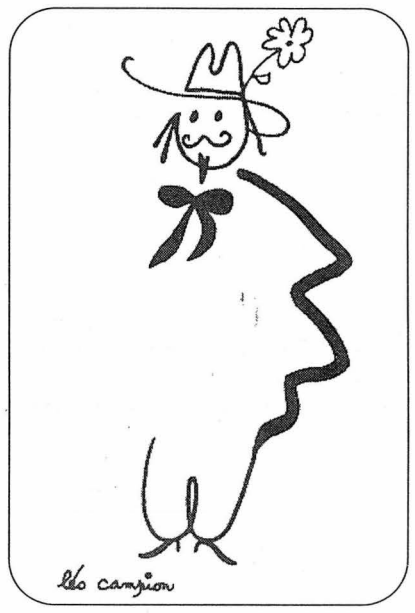
9, rue Duc (M° Jules-Joffrin), 75018 Paris

Poésie

« Le poète actuel n'a pas d'autre ressource que d'être révolutionnaire ou de ne pas être poète... »

Benjamin Péret

Désormais, parce que la vie est poésie et que la révolution a tout à gagner à l'être, une rubrique « poésie » mensuelle aura sa place dans *le Monde libertaire*.
Pour toute correspondance relative à cette rubrique, écrivez à Jean-Marc Raynaud, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-D'Oléron.



Etat d'urgence,
Etat Prothée,
Etat major,
Etat dans l'Etat,
Etat de fait,
Etat de siège,
Etat d'ivresse,
Et ta sœur !
Le dépérissement de l'Etat,
Ça n'est pas pour demain,
camarade !

J.-M. Dedet

L'imbécile prit la toise et dit :
« Allah est grand ! »

J.-M. Dedet

In *Des cailloux blancs sur le sentier de la guerre*, éd. Saint-Germain-des-Prés.

« Le Temps de la haine »

Nicole Claude, éd. Caractères

Le Temps de la haine, tel est le titre du recueil de poèmes de Nicole Claude. Drôle de titre, façon de parler, pour de la poésie. Mais le vers, la rime ou le rythme sont-ils tenus, pour mériter le qualificatif de poétiques, de dire l'amour, de glorifier le beau, de bercer le lecteur d'illusoires ivresses, de rêves dérisoires ?

Pour Nicole Claude, plus connue sous son vrai nom par les anars et, depuis des années, par tous ceux qui militent pour la liberté, l'émancipation individuelle et collective, la poésie, c'est aussi autre chose. Derrière sa haine apparente, se dissimulent aussi bien l'amour que la pudeur des mots ou la crainte de rêver l'inutile.

Nicole dans *Le Temps de la haine* (1), tout comme Jacques Lesage de La Haye dans *L'Etoile du grand vertige* (2), ramène la poésie à sa dimension humaine, réaliste et concrète. Aucun des avatars complexes qui font et défont chacun de nous au gré des humeurs du temps et des hommes n'est passé sous silence.

A force d'introspection, Nicole nous dévoile ses angoisses, ses pensées imprudentes, ses querelles et ses contradictions les plus intimes. Elle se livre et se/nous délivre à coups de mots sans retenue. A croire qu'elle se dénude pour mieux obliger chacun à se regarder nu, dévêtu de ses oripeaux civilisés.

Elle s'observe dans un miroir et nous renvoie l'image à peine différente de ce que nous verrions si nous osions, à notre tour, nous regarder dans la glace sans fard de nos jours comptés.

Ecorchée depuis toujours, Nicole, sans le vouloir vraiment, révèle ses recettes pour survivre malgré les blessures et la peur. Elle nous confie la manière et nous dit ses combats pour parvenir à transformer les cauchemars et le désespoir en pulsion de vie, ou plus précisément de survie. Car il est bien évident, à la lecture de chacun des vers torturés de Nicole, que la vie, qu'elle désire pour elle et pour tous, devra se gagner de haute lutte, à force de souffrances et de combats toujours recommencés. Les anars connaissent. Nicole l'écrit et parfois l'éructe avec ce ton sans pareil qui est le propre, indélicat pour certains, des damnés de naissance.

Mais il est toujours hardi de vouloir interpréter un auteur, surtout lorsqu'il se livre à vif comme Nicole.

« *Le temps passe, les saisons passent*
Et je suis toujours là
Inerte, inchangée
Morte, comme les feuilles qui tombent [...] »

Mais pour morte qu'elle se dise, Nicole ne cesse pas pour autant de se battre pour une autre vie, car, au fond, elle sait bien qu'elle n'a rien d'une feuille.

« *La mort s'est tue*
Je m'éclate parmi les hommes et les femmes
Je commence ma Révolution. »

Tels sont les trois vers qui terminent le recueil de Nicole Claude, en nous renvoyant la conclusion d'une lutte intérieure, qui déboule telle une bombe sur une délivrance magique, annoncée par les vers qui précèdent et dont chacun se présente comme une invite à la révolte.

Serge Livrozet

(1) Le Temps de la haine, Nicole Claude, éd. Caractères (7, rue de l'Arbalète, 75005 Paris). Prix : 60 F.
(2) L'Etoile du grand vertige, Jacques Lesage de La Haye, éd. Caractères. Prix : 90 F.

RENDEZ-VOUS

GÉMENOS (Bouches-du-Rhône)
l'Union régionale Méditerranée organise les 6e Rencontres libertaires les 11, 12, 13 et 14 juillet à Gémenos (près de Marseille). Au programme : spectacles, débats, stands, bouffe, buvette... Camping assuré.
Toutes propositions de spectacles et suggestions seront les bienvenues jusqu'au 25 juin. A suivre.
CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex. FAX : (16) 42.01.13.43.

LILLE
Le groupe Humeurs Noires anime chaque samedi de 19 h à 20 h son émission sur Radio Campus (91.4 FM). Au programme : des chroniques, des invités, des informations, une revue de la presse libertaire.
Permanence à partir de 19 h, tous les mercredis à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, Lille.
Le groupe Humeurs Noires vend *le Monde libertaire* :
- table de presse le mercredi de 11 h 30 à 14 h dans le hall de l'université de Lille III (Pont-de-Bois) ;
- table de presse le jeudi de 11 h 30 à 13 h 30 dans le bâtiment M1 de l'université de Lille I (cité scientifique)
- le vendredi de 17 h à 18 h 30 devant la gare de Lille ;
- le samedi de 12 h à 13 h devant les lycées Pasteur, Faidherbe ou Baggio (variable selon les semaines) ;
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 sur le marché de Wazemmes (derrière l'église).

NANCY
Pour contacter le groupe Jean-Roger-Caussimon, écrivez au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

SIGNES
Le groupe Région-toulonnaise tiendra un stand à la 4e Foire biologique de Signes (Var), qui se déroulera le dimanche 7 juin de 8 h à 19 h. Au programme : spectacles, conférences, bouffe, buvette et nombreux stands. Entrée libre.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 89 (mai 1992) de *Contre vents et marée* vient de sortir.
Vous pouvez l'acheter au prix de 5 F à « Contre-Courants », Saint-Alban-de-Roche, La Ladrière, 38 300 Bourgoin-Jallieu, ou la librairie du Monde Libertaire.
Soutenez *CVM* en vous y abonnant au prix de 50 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

BANDEAUX « LISEZ LE MONDE LIBERTAIRE »
Le groupe de Dieppe a édité 10 000 bandeaux, avec caractères noirs imprimés sur fond orange, sur le thème : « Lisez *le Monde libertaire* ». Ces bandeaux sont en vente au prix de 80 centimes l'unité pour des commandes inférieures à 250 exemplaires (attention, aucune commande en dessous de 50 exemplaires). Des lots de 250 bandeaux sont vendus au prix global de 140 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.
Outre le groupe de Dieppe, la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) assure la vente de 7000 de ces bandeaux.

TEE-SHIRTS
Le groupe Région-toulonnaise a édité des tee-shirts (tailles : M, L, XL, XXL) : un « A » cerclé noir (sur maillot blanc) ; un globe d'où émerge un « A » (noir sur fond blanc) ; une étoile noire (sur fond blanc) ; deux enfants s'embrassant + « A » cerclé (rouge et noir sur maillot blanc) ; le kid (Chaplin) + « A » cerclé (rouge et noir sur maillot blanc). Prix à l'unité : 60 F, ou bien 50 F pièce à partir de 5 exemplaires (port compris). Les chèques sont à adresser à l'ordre du CECL. CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

SOUTIEN BRETON MIS ÀMAL

La chasse aux Basques

L'auteur de l'article règle ses comptes. François Mitterrand, pour le gouvernement français, et Felipe Gonzales, pour le gouvernement espagnol, sont vivement dénoncés pour leur attitude répressive vis-à-vis des réfugiés basques « espagnols » et de leurs différents soutiens hexagonaux (un soutien breton, ici).
En effet, si les uns sont expulsés en direction des prisons ibériques, les autres se voient inculpés d'« association de malfaiteurs »... un comble pour qui pratique une politique solidaire de la porte ouverte. France, terre d'asile ? On ne compte plus les reniements du pouvoir « socialiste ».

QUATORZE Bretons ont été incarcérés et une bonne douzaine d'autres inculpés la semaine dernière dans l'indifférence générale. Même dans *Ouest-France*, cela n'a valu qu'un article des plus vagues en page intérieure. Leur crime ? Avoir hébergé des militants basques. Outre l'inculpation d'aide à des étrangers en situation irrégulière, ces dangereux trublions ont écopé en prime d'une inculpation d'association de malfaiteurs.

Dormez tranquilles, bonnes gens, la justice française veille. En effet, si l'on ne considère que les faits dans toute leur sobriété, tout est dans l'ordre. Des militants basques, cela ne peut être que de dangereux terroristes ayant sur leur conscience la mort de tas d'hommes, femmes et enfants (la télé nous le montre si souvent !) parfaitement innocents, au nom de quelque nationalisme archaïque. Ceux qui les hébergent sont donc objectivement complices de ces crimes et méritent d'être punis. CQFD.

Seulement, il y a un hic. Un léger détail. Un peu surprenant, si l'on prend le temps de réfléchir. Il n'y a pas si longtemps - c'était du temps où la droite régnait sur la France, rappelez-vous, ô électeurs « de gauche » -, ces dangereux terroristes basques, lorsqu'ils arrivaient sur le sol de l'Etat français, se voyaient décerner l'appellation de « réfugiés ». C'est en toute légalité qu'ils s'installaient en Bretagne ou ailleurs (de préférence, d'ailleurs, au Pays Basque dit français - là où le Groupe anti-terroriste de libération (GAL) s'est tant amusé à faire des cartons sur eux - et qu'ils trouvaient sympathie, aide et assistance auprès d'une population locale à qui nul ne songeait à reprocher quoi que ce soit.

Et puis un - beau ? - jour, les socialistes ont gagné les élections, des deux côtés des Pyrénées. Dieu François a vu son copain Felipe prendre les commandes d'une royauté dont le chef spirituel est le dauphin de Franco. Vous vous souvenez, Franco ? Un des derniers vestiges du fascisme européen... Alors François et Felipe ont discuté entre eux. Normal, pour des chefs d'Etat partageant le même idéal socialiste, pétri d'humanisme et de respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Un odieux marchandage

Et qu'est-ce qu'ils se sont dit, François et Felipe ? « *Allez camarade, sois sympa* - qu'il a dit, François -, *on a besoin de sous et de prestige, achète-nous quelques TGV, et donne du travail aux industriels français, puisque l'Espagne devient un gigantesque chantier...* ». « *OK, mec* - il a répondu, Felipe -, *mais moi, j'ai un problème, ces salopards de Basques ridiculisent ma police. Arrête de les protéger. C'est vrai, quoi, l'Espagne a changé, on n'est plus des fascistes. On ne les abîmera pas, on les mettra juste un peu en prison, histoire de leur apprendre à vivre...* ». « *Ça marche, mec, mais retiens le GAL, ça fait désordre.* »

Et c'est ainsi que M. Joxe, grand donneur de leçons de socialisme, a joyeusement signé les arrêtés d'expulsion des ci-devant réfugiés pour les réexpédier entre les mains vigilantes de la police et de la justice espagnoles.

Et c'est là que tout le monde se bouche les yeux et les oreilles. Car il faudra bien un jour qu'on le dise haut et fort : la police espagnole torture - de préférence « *l'homme qui chante basque* », comme le chantait naguère Servat. Franco est peut-être mort, ses héritiers ont bien retenu la leçon.

Et d'ailleurs, elle ne s'en cache pas. Il y a deux ans, un citoyen français, Henri Parrot, a été arrêté en Espagne au volant d'une voiture contenant des explosifs. Bien fait pour lui, direz-vous, la police espagnole n'a fait que son devoir. Sauf que cet homme a été torturé - dans les journaux français, on a pudiquement, et très hypocritement, parlé « *d'interrogatoire musclé* ». Si cette affaire avait eu lieu n'importe où ailleurs, mettons dans un pays de l'Est ou en Afrique, ou dans un pays musulman... on aurait assisté à une immense levée de boucliers contre les méthodes barbares, sauvages, arriérées d'une police dévoyée. Dans le cas d'Henri Parrot, qu'ont fait nos ministres, censés protéger tous les citoyens, criminels potentiels inclus ? Ils se sont félicités de la parfaite coopération entre les polices française et espagnole.

Donc le « socialisme » a gagné les élections, et d'un seul coup, ces réfugiés parfaitement légaux - qui, pour la plupart, sont loin d'être de féroces poseurs de bombes ! - sont devenus d'affreux hors-la-loi. Dans le même élan, tous ceux qui en toute légalité les hébergeaient se sont transformés en délinquants, suppôts d'organisation terroriste et malfaiteurs associés. Logique, non ?

Hein ? Que dites-vous ? Solidarité ? Internationalisme ? Loyauté ? Amitié ? De quoi parlez-vous ? On est là pour gouverner - et vendre des TGV -, pas pour rigoler ! On est des « socialistes res-pon-sa-bles ». Et puis quoi, quelques dizaines de Basques de plus ou de moins, ce n'est pas ça qui va vous manquer, non ? Que diable ! l'Europe est en marche !

Ils auraient dû comprendre, ces Français et ces Bretons, que si Dieu François - qui s'en fout complètement, du moment qu'on lui achète ses TGV - et ses ministres dûment estampillés socialistes flanquent les réfugiés basques à la porte de l'Etat, eux devaient les flanquer à la porte de leurs maisons. Quitte à laisser la police socialiste française les réexpédier chez leurs bourreaux, qui après avoir joué avec eux à un *remake* de l'Inquisition les transmettront à la justice espagnole, laquelle les gratifiera de quelques... centaines d'années de prison. Eh oui, ça se passe comme ça, chez Franco junior... Si, si, vous pouvez vérifier...

Une malfaitrice associée

Encore plus fort, question logique : la même gauche-socialiste-française qui a sauté de joie en même temps que Carrero, l'âme damnée de Franco, explosait dans sa voiture voici quelques années, n'a pas mots assez durs pour condamner la carrière de « terroriste » d'Artapalo, le vingt-cinquième « *numéro un* » d'ETA, arrêté par les fins limiers français le mois dernier, par ailleurs coresponsable de l'attentat contre Carrero. Moralité : il y a les bons et les mauvais terroristes. Même quand ce sont les mêmes !

Comme le disait récemment Jorge Semprun, grand ami de la France - où il s'était réfugié - et grand socialiste, à propos d'ETA : « *C'est le dernier héritage que nous avons du franquisme* ». L'avant-dernier, camarade : il reste la torture. Faut-il lui offrir nos amis basques réfugiés chez nous au nom du socialisme de Dieu François, de son copain Felipe et des socialiste res-pon-sables, qui les servent ? Ils sont une bonne trentaine - inculpés - à penser que non, et ils ne sont pas les seuls, loin de là.

Vous m'excuserez de ne pas signer ce texte, étant moi aussi « malfaitrice associée ». J'ai voté socialiste en 1981 et 1988, et j'en ai honte. J'héberge des Basques chez moi depuis des années en toute bonne conscience, et j'en suis fière.

Madame X

N. B. : Une seconde vague d'arrestations a eu lieu le 12 mai. Opération « coup de poing », qui a suscité une vive émotion. Onze nouvelles gardes à vue. Un comité de soutien à ces militants bretons a été mis en place.

Edition de 8 cartes postales anarcho-féministes pour la Rencontre internationale anarchiste

La commission « Femmes » de la Fédération anarchiste a édité, à l'occasion de la rencontre internationale anarchiste du samedi 2 mai à La Plaine-Saint-Denis (93), un lot de 8 cartes postales, dont voici un premier exemplaire ci-contre.
A l'unité, une carte vaut 4 F. Le lot de huit coûte 25 F. Pour les commandes groupées : 5 lots = 100 F (20 F le lot) et 10 lots = 150 F (15 F le lot).

Procurez-vous l'affiche de la rencontre anarcho-féministe, *La Pierre de Damoclès*, réalisée par Edith Charlton.
Cette affiche colorée, souligant l'un des principaux thèmes de la rencontre internationale anarchiste du 2 mai, est vendue au prix de 25 F l'unité ; 20 F à partir de 5 exemplaires et 15 F à partir de 10 exemplaires.

Les cartes postales et l'affiche sont à commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Le Désert syndical (suite p. 3), Edito : Les curés, basta !, Le pragmatisme à l'épreuve de faits (suite p. 2).
PAGE 2 : Le pragmatisme à l'épreuve des faits (suite de la « une »)
PAGE 3 : Le désert syndical (suite de la « une »), Nouvelles du front, Infos brèves, Associations, Les fausses factures, oui ! Les squatters non !
PAGE 4 : Les anarchistes face à la région, L'essor libertaire berjallien.
PAGE 5 : L'Union régionale Rhône-Alpes, Une librairie anarchiste... La Plume Noire, Le paradoxe stéphanois.
PAGE 6 : La République de Djibouti ou le spectre de la famine, Pas d'avions de combat pour les Helvètes.
PAGE 7 : « Henri Poulaille » de Thierry Maricourt, Poésie : J.-M. Dedet et « Le Temps de la haine » de Nicole Claude.
PAGE 8 : la chasse aux Basques, Infos FA.

Le dessin de la semaine

Chasse à la tourterelle : le dialogue échoue